

MERCREDI 25 FEVRIER 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Complètement rincés p.1
- = Pétrole et gaz de schiste : La contraction soudaine de la fracturation (Wolf Richter) p.2
- = Le début de la fin pour le système bancaire centralisé p.6
- = Silence médiatique : Le peuple canadien gagne un procès « historique » contre la Banque du Canada p.7
- = Dettes : le nirvana de la finance publique est atteint (Bill Bonner) p.8
- = Etats-Unis/Russie, le retour de la Guerre froide ? p.11
- = Ils détruisent sciemment votre retraite, vos assurances vie, votre épargne et votre protection sociale (Bruno Bertez) p.13
- = « Comment gérer son épargne, quelques réponses ! » (Charles Sannat) p.16
- = Gaz de schiste en Europe : Chevron jette l'éponge p.21
- = Pourquoi les économistes perdent le nord p.24
- = Grâce la gueule de bois. La coupe jusqu'à la lie. Un terrible révélateur (Bruno Bertez) p.26
- = La BCE craint la déflation, vous non p.29
- = LES GRECS SE BATTENT COMME DES LIONS p.31
- = LE COMPROMIS DANS SES GRANDES LIGNES p.33
- = La déflation s'installe (Bruno Colmant) p.34
- = La déflation n'est pas le problème, elle est le remède (Vincent Bénard) p.35
- = Au delà de l'Allemagne (Michel Santi) p.41
- = L'engrenage : la Grande-Bretagne envoie ses premiers soldats en Ukraine (Le Yéti) p.43
- = Les liquidités des banques centrales stimulent toujours les investisseurs et les indices p.44
- = Le marché est-il manipulé? (Bernard Mooney) p.46



Complètement rincés



James Howard Kunstler
Kunstler.com

Publié le 25 février 2015

Les Romains, dans leur voyage vers la décadence, manquaient du voltage et du câblage nécessaires à l'amplification de l'anomie qui les accablait. Nous baignons dans des images qui nous rappellent à quel point nous sommes répugnants. Consommateurs, brisez les chaînes de l'endettement. Imaginez gouverner une telle société. Mais sachez que personne n'essaie vraiment – bien qu'il soit difficile de dire si c'est par manque de conviction, de courage ou d'intelligence, ou par simple mépris.

Je trouve réconfortant de voir l'Europe tenter de s'extirper des intrigues de notre Konfédération Klownesque, du moins pour ce qui concerne l'Ukraine, ce territoire de mangeurs de patates éternellement piétiné, ruiné aujourd'hui par le désir imbécile des Etats-Unis de l'écarter de la sphère d'influence millénaire de la Russie. Merkel et Hollande se sont entretenus avec Poutine la

semaine dernière à Moscou. Ils ont bien évidemment omis d'en informer notre chère coupe de cheveux à la recherche d'une cervelle, le Secrétaire d'Etat John Kerry. Qui aurait voulu de cette mule autour de la table des négociations ? Les Européens commencent à dire des choses sensées, comme « la Russie et l'Europe appartiennent à la même civilisation » - notez le sous-entendu : les Etats-Unis ne font après tout peut-être pas partie du club. Peut-être faut-il les laisser s'adonner à une séance de *twerk* endiablée sur une de leurs autoroutes perdues jusqu'à ce qu'ils soient complètement rincés.

L'Europe, bien évidemment, a ses propres problèmes, qui sont difficiles à comprendre, puisqu'ils sont dérivés d'un système financier devenu si abscons et impénétrable que l'art de la magie noire ressemble en comparaison à un jeu de Pêche. A ce stade, elle ne peut plus que prétendre comprendre où la mèneront toutes ces obligations entremêlées, et ce qui se passerait si quelqu'un décidait de tirer sur une ficelle. La question est donc pour le moment de savoir si elle pourra continuer de prétendre. Le sentiment étourdissant d'avoir à regarder ce qui nous attend en bas se disperse parmi les êtres les plus sensibles.

Une chose est claire : l'Europe n'a ni l'envie ni le besoin de se retrouver projetée dans une guerre contre la Russie sur l'insistance des Etats-Unis. Ce dont l'Amérique a besoin est d'une guerre contre elle-même, une guerre contre le narcissisme fainéant qui l'a rendue susceptible aux armées de racketteurs et d'escrocs, parce que les gens ordinaires étaient trop occupés à pratiquer le *twerk* pour prêter attention au démembrement de leur culture. Ne serait-il pas choquant de commencer à percevoir des actes de fortitude et de valeur parmi nos rangs ?

[La contraction soudaine de la fracturation](#)



[Wolf Richter](#)
[Wolf Street](#)

Publié le 25 février 2015

Jamais les programmes de forage n'avaient encore plongé autant plongé, si vite.

Le mot « boom » ne devrait jamais être perçu comme un concept autonome aimé de tous – particulièrement des gouvernements qui en tirent le plus de profits. Il est toujours attaché à son jumeau misérable que personne ne

souhaite jamais voir : « contraction ». Ils apparaissent invariablement l'un après l'autre. L'un n'existe pas sans l'autre. Tout n'est question que de temps. Et la fracturation n'est pas une exception à la règle.

Le boom des activités de fracturation ont commencé en 2005. Il s'est effondré de 60% pendant la crise financière, et a repris de plus belle après que la Fed a commencé à déverser sa nouvelle monnaie dans l'économie. Entre mai 2009 et octobre 2014, les forages de puits pétroliers sont passés de 180 à 1.609 : c'est une multiplication de neuf en cinq ans ! La production de pétrole a flambé, pour atteindre 9,2 millions de barils par jour en janvier.

Voilà à quoi ressemble un épisode de boom. Il est alimenté par un argent peu cher et illimité – et des investisseurs exubérants qui achètent les OPI les plus risqués, des prêts porteurs d'effets de levier et des obligations structurées adossées à des emprunts, souvent sans le savoir, au travers de leurs fonds d'obligations, d'options et d'emprunts à effet multiplicateur, en prenant part à un système de pension public qui investit sur des firmes privées qui elles investissent sur le boom...

C'est ainsi qu'a été financée l'industrie américaine du pétrole de schiste.

La production a flambé pendant cinq ans avant de dépasser la demande. Beaucoup d'évènements ont eu lieu sur la scène internationale, et le boom de la fracturation a pris fin.

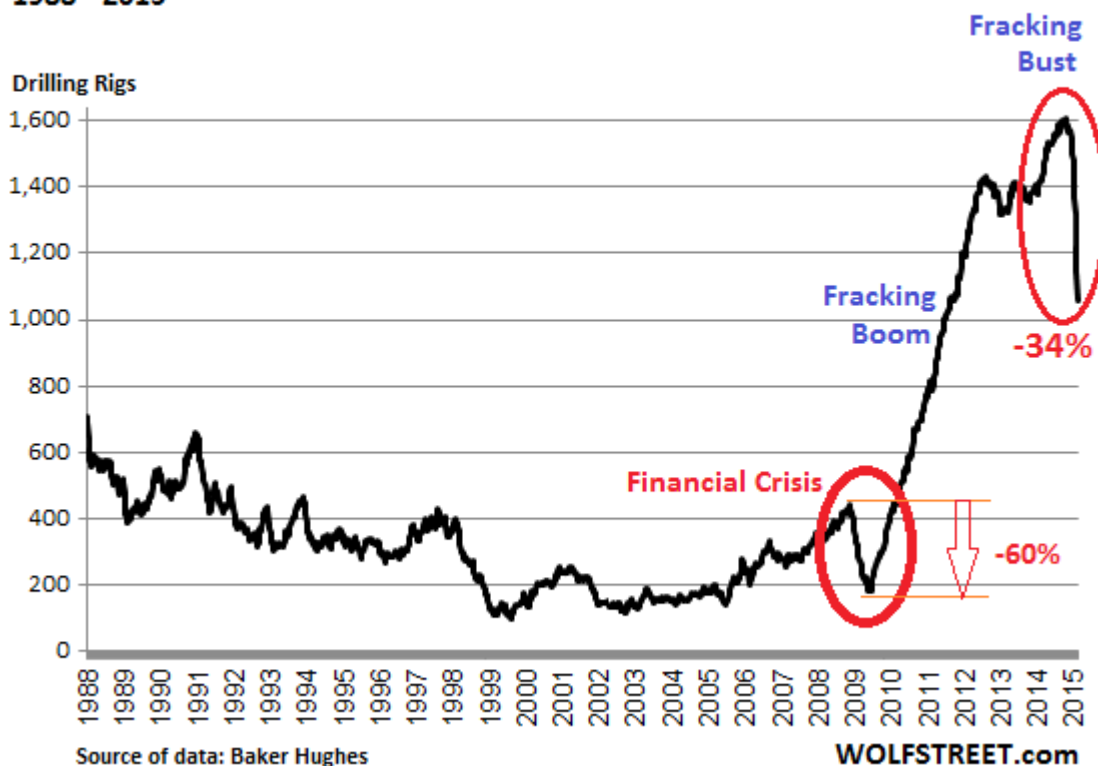
Pour ce qui est des forages, une contraction s'est développée en octobre de l'année dernière, après une baisse de prix de plus de trois mois. A l'époque, selon Baker Hughes, 1.609 foreuses cherchaient activement du pétrole. Depuis lors, au fil des semaines, les sociétés de forage ont fait tourner leurs appareils au ralenti autant que possible.

A en croire les plus récents rapports, elles ont récemment réduit les activités de 84 foreuses lors de la deuxième plus importante réduction d'activités hebdomadaire de tous les temps, après en avoir ralenti 94 la semaine précédente. Seules 1.056 foreuses continuent de chercher du pétrole, soit 443 de moins qu'il y a sept semaines, et 553 de moins – une baisse de 34% - qu'en octobre.

Le nombre de foreuses en activité d'avait encore jamais pareillement plongé :

Rigs Drilling for Oil in the US

1988 - 2015



Qu'en serait-il si la contraction des activités de fracturation, en termes de pourcentage, reproduisait ce qui s'est passé pendant la crise financière lorsque le nombre de foreuses en activité chutait de 60% ? Il n'en resterait plus que 642 !

Pendant la crise financière, l'effondrement a été bref et violent, et la reprise a été immédiate. Mais certaines contractions ont par le passé nécessité plusieurs années pour être corrigées. Et plutôt que de réduire la production, le monde continue de produire du pétrole à un rythme sans précédent.

La production pourra-t-elle être équilibrée ?

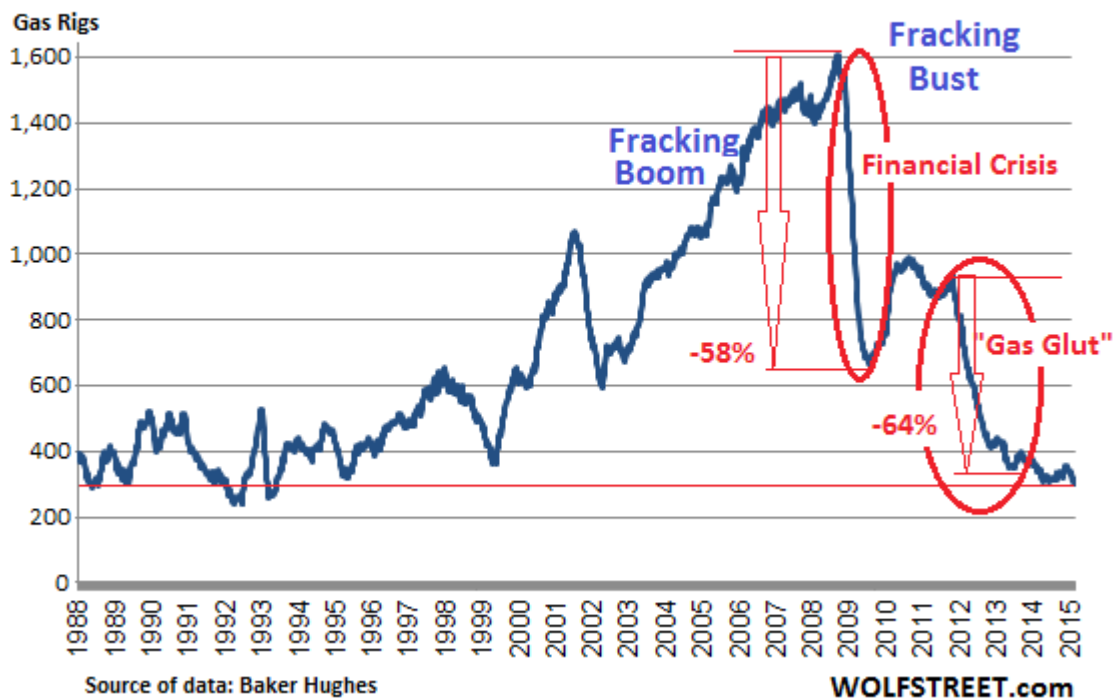
Le fiasco du gaz naturel nous a montré que lorsque le prix passe en-dessous du coût de production, la production dans son ensemble ne diminue pas tant que l'industrie peut obtenir de l'argent pour continuer de forer. Les liquidités illimitées de la Fed et la répression des taux d'intérêt ne sont la cause. Mais l'idée est de produire plus avec moins – et de couvrir les pertes de papier.

Le nombre de foreuses à la recherche de gaz naturel a baissé de 14 la semaine dernière pour passer à 300, son niveau le plus bas depuis mai 1993, et 81%

de moins qu'en 2008 :

Rigs Drilling For Natural Gas in the US

1988 - 2015



Mais la production de gaz naturel continue d'accumuler les records. Et la destruction de prix se poursuit à ce jour.

Des sociétés telles que Samson Resources, qui se sont concentrées sur la production de gaz sec, s'en sortent à peine. Samson a perdu plus de 3 milliards de dollars depuis son acquisition en 2011 par un groupe de sociétés privées géré par KKR, dont la participation vaut aujourd'hui moins de 5 cents par dollar investi. Mais Samson continue de forer !

Si le modèle est le gaz naturel, la production de pétrole n'est pas prête de ralentir. Mais si aucune reprise n'apparaissait pour le prix du pétrole, le secteur de l'exploration et de la production et ses fournisseurs pourraient faire face à des années de difficultés.

Et les dégâts se font déjà ressentir à Houston, l'épicentre corporatiste du boom pétrolier américain. Des projets sont suspendus « et tout le monde attend de voir tomber le couperet », a dit un ingénieur du secteur. Le régulateur bancaire texan a dit ne « pas tirer le signal d'alarme ». Mais la situation est évidente pour tout le monde.

Le début de la fin pour le système bancaire centralisé



Phoenix Capital
Gains, Pains and Capital

Publié le 25 février 2015

La réputation des banques centrales est en sursis.

La soi-disant « reprise économique » qui a commencé en 2009 a été basée sur la capacité des banques centrales à empêcher l'effondrement de l'économie.

La première série d'interventions (de 2007 au début 2009) a été lancée au nom du sauvetage du système. La deuxième série (2010 à 2012) a été entreprise parce qu'on pensait alors que la première n'avait pas complètement remis le monde sur la route de la croissance.

Mais dès 2012, tout a basculé. C'est à cette date que les banques centrales ont décidé de tout miser sur les programmes keynésiens qu'ils employaient déjà depuis 2008. Les programmes de QE n'ont plus eu de date d'expiration définitive. Des termes tels que « illimité » et « tout notre possible » ont commencé à émaner des bouches des banquiers centraux.

Mais la folie était pire encore. C'est une chose de mentir quant à la reprise la plus faible enregistrée en plus de 80 ans, mais c'en est une autre que de jeter les dés sur la solvabilité d'un pays tout entier juste pour voir ce qui se passera.

En 2013, la Banque du Japon a lancé un programme de QE équivalent à 25% du PIB du Japon. Un phénomène encore sans précédent dans l'histoire du monde. Jamais auparavant un pays n'avait dépensé tant d'argent par rapport à sa taille en si peu de temps... et avec si peu de résultats : une série de trimestres de croissance, en parallèle à un effondrement des dépenses des ménages et d'une flambée de la misère et de l'inflation.

C'était le début de la fin. Le Japon a failli faire sombrer son marché des obligations en lançant ce programme (les fusibles ont sauté à plusieurs reprises en une semaine). Il a toutefois fallu attendre 2014 pour que la situation dégénère complètement.

Je fais bien entendu référence ici à la décision de la banque du Japon d'accroître son programme de QE déjà bien trop important, non pas pour bénéficier à son pays, mais pour influencer les prévisions des économistes dans le sens des objectifs d'inflation du gouverneur de la banque, Kuroda.

C'est à ce moment que les banques centrales ont officiellement cessé de prétendre que leurs actions ou politiques visent à quoi que ce soit ressemblant à la stabilité ou le bien public. Tout n'est plus question que de forcer la réalité dans le sens des prévisions et des théories des banquiers centraux. Si la réalité ne réagit pas comme prévu, ce n'est pas parce que les théories sont erronées, mais parce que les banquiers centraux n'ont pas pressé le doigt sur le bouton « imprimer » suffisamment longtemps.

Le système financier est détruit. Nous ne l'avons simplement pas encore ressenti.

Du moins jusqu'à il y a quelques semaines, alors que la Banque nationale suisse perdait le contrôle de sa monnaie, brisait ses engagements et abandonnait la parité de sa devise avec l'euro pour perdre quelque chose comme 10 à 15% du PIB suisse en une seule journée et montrer, une fois pour toutes, que certains problèmes sont si importants que même la capacité d'imprimer de l'argent ne peut les résoudre.

Prenez le temps d'y réfléchir : une banque centrale a perdu le contrôle. Et ce ne sera pas un événement isolé. Avec la Fed et d'autres banques centrales à l'effet de levier bien au-delà de 50 pour un, même les entités qui soutiennent un système financier insolvable sont insolubles.

La grande crise, celle qui fera s'effondrer des nations entières, a commencé. Elle ne se développera pas en quelques semaines ; ce genre de chose tend plutôt à s'étendre sur quelques mois.

Mais elle a commencé.

Silence médiatique : Le peuple canadien gagne un procès « historique » contre la Banque du Canada

24 février, 2015 Posté par [Benji](#), [Les Moutons enragés](#) et [Mondiialisation.ca/](#)

Une belle victoire, mais il faudrait qu'un tel procès éclate avant tout aux Etats-Unis avec la banque fédérale qui n'est fédérale que de nom, puisque c'est avant tout une institution privée, et une des plus grosses trahisons au peuple américain. Pour la petite histoire, il ne faut quand-même pas oublier que les « pères fondateurs » ont fuit l'Angleterre pour échapper au système de banque centrale. La FED est une banque centrale, et une escroquerie totale. Quand à l'Europe citée par l'article,

rien qu'en France, il ne faut pas oublier que les banques ont été protégées suite aux emprunts toxiques illégaux, aux scandales du Libor et de l'Euribor, entre autres affaires...

Cette histoire canadienne montre néanmoins qu'il peut toujours y avoir un espoir, il suffirait que nous nous réunissions tous, ce qui est très loin d'être gagné! N'oubliez pas que nous sommes en France, et l'on se réunit pour être des Charlie, pour le reste...

== =

Le comité pour la Réforme économique et monétaire du Canada vient de gagner, dans un silence médiatique assourdissant, son procès contre la Banque du Canada. L'avocat de ce collectif de résistance a prouvé que **la Banque était contrôlée par des banques privées depuis 1974 et l'a fait condamner de manière à ce qu'elle soit désormais au service du pays.**

Quand viendra le tour de l'Europe ?



https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=4x1Fn5yFcF8

Dettes : le nirvana de la finance publique est atteint

25 fév 2015 | [Bill Bonner](#) | La Chronique Agora

▪ Ces derniers jours, nous étions à Londres pour affaires. Nous sommes à présent de retour à Buenos Aires.

Nous avons tenté les médicaments. Nous avons tenté la prière. Nous avons

tenté la boisson — tout ça pour essayer de comprendre comment fonctionne notre système monétaire insensé. Et où il nous mène. On pourrait penser que ce serait facile : la Banque centrale pour les Nuls, non ?

Eh bien non. Le système est sournois... et diaboliquement subtil ; nous doutons que quiconque le comprenne vraiment — surtout pas ceux qui sont censés le contrôler.

L'unité de base est une sorte de monnaie telle que le monde n'en a encore jamais vraiment eu — le dollar post-1971. C'est une devise fiduciaire pure... qui ne vaut que ce qu'on pense qu'elle vaut... gérée par des gens qui sont d'avis qu'elle devrait valoir de moins en moins à mesure que le temps passe.

Qui sont ces gens ? Pour qui travaillent-ils ? On pourrait dire que ce sont des "fonctionnaires". Mais ça impliquerait qu'ils travaillent pour le public.

Paaaaaas du tout. Ce sont les employés d'un cartel bancaire appartenant à des banques privées. Ces banques ont un permis d'impression monétaire — elles ont le droit de créer de l'argent à partir de rien et de le prêter "pour de vrai", en gagnant des profits grâce à cette transaction. Pas étonnant que leur part des profits des entreprises US ait été multipliée par quatre depuis l'introduction de cette nouvelle devise.

On appuie sur quelques touches d'un clavier... et des millions... des milliards... bon sang, des milliers de milliards de dollars peuvent être créés

Quelle bonne affaire ! Le coût des biens vendus ? Quasiment nul. On appuie sur quelques touches d'un clavier... et des millions... des milliards... bon sang, des milliers de milliards de dollars peuvent être

créés.

Ils doivent seulement veiller à ne pas en faire trop. L'argent n'est précieux que tant qu'il n'y en a pas à l'excès. Le marché peut absorber un peu d'argent contrefait, mais il y a une limite.

Ladite limite a été grandement augmentée grâce à...

- Une surcapacité mondiale de production, financée par des prêts antérieurs, et...
- ... Un colossal surplus de main-d'oeuvre peu chère, elle aussi majoritairement née de l'expansion du crédit de ces 30 dernières années.

Sans ces circonstances uniques en leur genre, les politiques extrêmement irresponsables des banques centrales — les taux zéro et l'assouplissement quantitatif — auraient probablement provoqué une augmentation de l'inflation à des taux à deux chiffres... voire plus.

▪ **C'est la fête !**

Les autorités doivent se sentir un peu comme un étudiant qui aurait trouvé les questions de l'examen en avance. Il sait qu'il tient quelque chose d'énorme. Aujourd'hui, alors qu'environ un milliard de personnes vivent encore avec un dollar ou moins par jour, les banques centrales sont certaines de tenir quelque chose d'énorme. En plus, elles seront portées aux nues grâce à ça !

Les banques centrales achèteront les obligations gouvernementales... les mettront dans leurs coffres... rendront les paiements des intérêts... et tout sera oublié

Il n'y a plus besoin, non plus, de s'inquiéter de la quantité d'argent qu'elles impriment ou de la quantité d'argent que le gouvernement emprunte. Les banques centrales achèteront les obligations gouvernementales... les mettront

dans leurs coffres... rendront les paiements des intérêts... et tout sera oublié.

Dans les faits, elles accomplissent ce dont les précédentes banques centrales ne pouvaient que rêver : imprimer de l'argent sans causer d'inflation. Les politiciens, eux aussi, profiteront de cette opportunité unique de faire n'importe quoi. Ils vivent une situation parfaitement inédite : ils peuvent emprunter sans jamais avoir à se soucier de rembourser.

Nous ne l'avons pas encore vu dans la presse, mais ça ne devrait plus tarder à arriver. Les commentateurs et les badauds ne peuvent que conseiller à l'Allemagne de se détendre un peu :

"Pourquoi la Grèce devrait-elle rembourser ces prêts, finalement ? D'où est venu l'argent ? Pas des contribuables allemands. Il est arrivé de nulle part, comme tout le reste de la monnaie mondiale. Il ne sera pas remboursé, et alors ? Quelle différence ? Aucune".

Notre ami le macro-économiste Richard Duncan, dont l'analyse des niveaux de liquidité nous aide à comprendre l'effet réel du QE, est d'avis que les banques centrales devraient — et vont — racheter 100% des obligations gouvernementales... puis simplement y mettre le feu.

Trop de dette gouvernementale ? Problème résolu !

Alléluia. Alléluia. On a atteint le nirvana de la finance publique. Les

politiciens sont au paradis sans avoir quitté la terre. Qui dit qu'on n'a jamais rien sans rien ?

Nous doutons que le public ou les politiciens aient pleinement réalisé tout ça. Nous-même venons tout juste de le comprendre. Mais ils ne tarderont pas à faire la queue. Les contraintes budgétaires seront une chose du passé... La dette et les déficits gouvernementaux seront, dans les faits, passés en pertes et profits puis oubliés. Les autorités mangeront leur petit-déjeuner, leur déjeuner et leur dîner avec de l'argent qui n'a *jamais* existé... et qui ne sera jamais remboursé.

Attendez... est-ce que ce ne serait pas trop beau pour être vrai ?

Bien sûr que si.

[Etats-Unis/Russie, le retour de la Guerre froide ?](#)

25 fév 2015 | [Byron King](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Avec quelques jours de retard, nous reprenons [notre analyse des relations américano-russes](#) telles que vues par Dimitri Rogozine, vice-Premier ministre de la Russie.

Rogozine n'hésite pas à donner des noms. "Pas besoin d'être politologue", dit-il avec ironie, "pour comprendre qu'ils [les Etats-Unis] veulent tout simplement nous écraser — Obama a promis qu'il nous écraserait comme un vulgaire insecte. Mais à présent, ils ne peuvent plus le faire".

Puis il ajoute : "les Etats-Unis et le président Obama en personne — parlons franc : chaque mal est perpétré par quelqu'un qui a un nom et un prénom —, utilisent les événements en Ukraine" pour porter atteinte à la Russie et à ses intérêts.

"Nous ne voulons pas que les événements tragiques que nous voyons, tous les jours, en Ukraine, se répètent ici [en Russie]", a-t-il ajouté. Par conséquent, la Russie "se développe de façon indépendante et joue un rôle indépendant dans le monde".

Rogozine fait ici référence au coup d'Etat de l'année dernière en Ukraine soutenu par les Etats-Unis et l'OTAN ; coup d'Etat suivi d'une guerre civile sanglante et destructrice qui a encore cours. Tout cela se passe aux portes de la Russie dans des circonstances qui violent les assurances que les leaders occidentaux ont données aux leaders soviétiques en 1991, lors de la fin

pacifique de l'Union soviétique.

Le complexe militaro-industriel de la Russie sera le moteur de toutes les industries, sciences et technologies à la pointe du progrès

A l'avenir, selon Rogozine, "le complexe militaro-industriel de la Russie sera le moteur de toutes les industries, sciences et technologies à la pointe du progrès qui feront de la Russie la première nation du 21ème siècle". En gros, l'idée de Rogozine est de

profiter du considérable effort militaro-industriel de la Russie pour construire par la même occasion un secteur de consommation civile.

Par exemple, dans le domaine de l'aviation civile, "nous [la Russie] interdirons les concurrents sur nos marchés intérieurs et placerons nos avions sur toutes les destinations, que ce soit des courts ou des longs courriers". C'est de mauvais augure pour les futures ventes de Boeing et Airbus aux compagnies aériennes russes.

"Nous avons l'opportunité de rétablir la base de production [de la Russie] que nous avons perdue dans les années 1990", ajoute Rogozine, faisant allusion à l'époque post-soviétique immédiate lorsque, aux yeux de la plupart des Russes, oligarques et profiteurs étrangers ont pillé le pays.

▪ **La défense, un secteur clé de l'économie russe**

Rogozine montre un grand sérieux dans ses propos. "Aujourd'hui, la défense et le secteur de consommation qui est créé par la défense représentent notre investissement dans le futur de notre pays. Mais c'est même plus que de cela dont il s'agit : il s'agit véritablement de notre propre survie".

Rogozine considère que son pays est attaqué par l'Occident, à la tête duquel se trouvent les Etats-Unis

En effet, Rogozine considère que son pays est attaqué par l'Occident, à la tête duquel se trouvent les Etats-Unis. "La crise dans laquelle nous nous trouvons, luttant pour la survie de notre pays", entraînera une importante

"transformation", a-t-il observé. "Notre pays sortira de la crise plus fort qu'avant".

Selon Rogozine, "les Américains scient la branche sur laquelle ils sont assis. Ils disent qu'ils ne veulent plus acheter nos propulseurs... Mais ils ont compris aujourd'hui qu'il n'y a pas de concurrence possible".

Ce que dit Rogozine ici est que, malgré les futurs contrats à GenCorp pour de

nouveaux propulseurs, “les Américains ne peuvent tout simplement rien fabriquer de comparable” au “vénérable” propulseur russe RD-180.

Rogozine fait montre d’une réelle amertume envers la politique américaine. “Ils [les Américains] nous étranglent avec leurs sanctions. Nous ne pouvons pas acheter ce qui est essentiel pour nous... Nous ne pouvons même pas percevoir l’argent de nos ventes. Notre argent est gelé à cause de sanctions à l’encontre de nos banques”.

La Russie prévoit de grandes célébrations le 9 mai 2015 pour marquer le 70ème anniversaire de la fin de la guerre avec l’Allemagne nazie en 1945. “Nous montrerons nos tout derniers équipements”, a-t-il déclaré dans un sourire. “Le 9 mai est la date de notre calendrier qui établit une ligne de démarcation entre nos alliés et nos adversaires”.

Après avoir vu Rogozine et l’avoir écouté attentivement, je pense que les Américains — et l’Occident dans son ensemble — ont trois mois pour conclure un accord avec la Russie et développer un *modus vivendi* en Europe et à travers le monde.

Ils détruisent sciemment votre retraite, vos assurances vie, votre épargne et votre protection sociale

Les Clefs pour Comprendre du Mardi 24 Février 2015: Par Bruno Bertez

Tous les systèmes de prévoyance, toutes les prévoyances en général, sont affectés par la politique suicidaire qui est menée par les gouvernements et les Banques Centrales. Cette politique se définit abstraitement, théoriquement, comme une politique qui vise à détruire la pénalité que l’on inflige au futur par le biais des taux d’intérêt, ou, présentée à l’inverse, c’est une politique qui oblige à donner la préférence au présent au détriment de l’avenir. Expliquons-nous. Quand vous avez de l’argent, vous avez le choix entre le dépenser tout de suite et attendre. Si vous attendez et mettez cet argent dans le pool national de l’épargne, cet argent peut servir à financer des investissements qui vont accroître la prospérité future, donc à accroître les richesses disponibles. Comme vous avez sacrifié votre plaisir, votre consommation immédiate, vous être dédommagé par une partie de ce surcroît

de richesses futures. Vous touchez une rémunération qui peut s'appeler un intérêt ou un dividende, selon que vous avez prêté votre argent ou que vous avez acheté des actions. Plus votre rémunération future est forte et plus vous allez être tenté de différer votre consommation immédiate, l'attrait de l'épargne augmente quand sa rémunération augmente. A l'inverse, si on vous met les taux d'intérêt à zéro, vous n'avez aucun intérêt à différer votre consommation, vous êtes découragé à épargner. Les taux zéro augmentent la préférence pour le présent en détruisant l'attrait d'une rémunération future. Les taux zéro détruisent le fond d'épargne d'un pays. On démontre qu'ils détruisent aussi l'investissement productif et favorisent une utilisation gaspilleuse des capitaux. Nous y reviendrons un jour.

Votre retraite, vos assurances-vie, votre prévoyance en général, constituent une épargne, que l'on vous prélève et qui, à ce titre, réduit votre consommation immédiate. En contrepartie de ce prélèvement, votre institution de prévoyance place les fonds correspondants et en attend une rémunération qui correspond au dédommagement que vous avez subi en différant votre consommation. Si les taux d'intérêt sont à zéro, les dédommagements sont nuls. Vous épargnez en fait à perte, car il ne faut pas oublier que les caisses, quelles qu'elles soient, ont de gros frais, de très gros frais de fonctionnement. Donc, la masse qui leur est confiée est amputée à la fois :

- de la dérive des prix, et il y a toujours dérive des prix, même si les indices disent le contraire.
- à la fois des frais de gestion de vos caisses et en plus.
- car, c'est souvent le cas, des erreurs de gestion de ces caisses.

La masse que vous leur confiez se réduit comme peau de chagrin! Les retraites et mensualités que l'on vous verse quand vous y avez droit sont calculées en tenant compte d'une rentabilité des placements de la Caisse. On fait les calculs mathématiques comme si la masse rapportait quelque chose, souvent on impute des taux, on espère des taux de 3 à 5%. Mais si, en réalité, il n'y a pas de rendement réel, alors la caisse distribue de l'argent fictif. Elle s'appauvrit et mange son fond de réserve. Et alors on vous dit : c'est la pyramide des âges, vous vivez trop vieux. C'est ce qui se passe dans la

plupart des pays. Alors on fait cotiser plus, on baisse les retraites en vous faisant croire que c'est de votre faute.

En fait, par les taux zéro, les Banques Centrales et l'Etat confisquent une partie de votre prévoyance. Au profit de qui? Pas de l'économie réelle, pas de l'emploi, car il n'y a pas d'investissements, non, au profit des usuriers, c'est à dire des créanciers qui ont prêté des capitaux aux gouvernements et des gros emprunteurs, les Très Grandes Banques, les très Grosses Entreprises qui se financent avec votre argent gratuit sans vous dédommager. Et dont les dirigeants se versent des salaires par millions ou dizaines de millions.

Lisez le texte ci-dessous, il explique la même chose que nous, mais en anglais et sur la base d'un exemple allemand. Nous le disons tout de suite, c'est pire ailleurs.

La destruction des Assurances-vie.

« In a report published on Wednesday, Moody's said the "profitability and solvency" of the industry in Germany would come under further strain from the European Central Bank's bond buying.

German life companies, which have estimated liabilities of more than €700bn, sell policies that offer annual guaranteed returns to policyholders, who use the products to save for retirement.

Similar products are sold across Europe, but the guarantees have been particularly generous in Germany.

The ECB's plan to buy €60bn worth of bonds each month has further depressed yields, giving the industry greater concerns. The yield on Germany's benchmark 10-year bond has fallen to 0.35 per cent

To help cope with the pressure, insurers have been reducing the returns they pledge to policyholders. *The maximum guarantee sanctioned by authorities in Germany is now 1.25 per cent.* The industry has also sought to sell more products that have no guarantees — effectively placing the investment risks with policyholders instead of shareholders.

However, the *insurers still need to meet commitments from policies sold in previous years, for which the guarantees have been as high as 4 per cent.* »

« Comment gérer son épargne, quelques réponses ! »

Charles sannat 25 février 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Vous trouverez ci-dessous le courriel que j'ai reçu de la part de notre camarade contrarien Daniel M., qui se reconnaîtra. Il évoque plusieurs sujets pour lesquels je pensais que vous trouveriez un intérêt à une réponse « collective » !

« Bonjour,

Je suis surpris que votre charmant journal iconoclaste ne parle pas plus de la Grèce et de son futur dans l'Europe... si futur il y a!

D'autre part (vous nous avez convaincus !), envisageant une petite tourmente pour l'euro en 2015 (si pas aussi pour l'Europe), sans minimiser l'intérêt des placements or qui vous sont cher, quel moyen y a-t-il de mettre de l'argent à l'abri dans une monnaie comme... le franc suisse, au hasard ?

Y a-t-il des actions en devises étrangères qui puissent profiter de la baisse de l'euro ?

Je ne sais pas si cette dernière question a un sens, mais en d'autres mots une action d'une société suisse va-t-elle suivre la hausse de ladite devise, même si la Bourse s'effondre ?

Bon, vous ne pouvez évidemment pas plébisciter ces placements boursiers au détriment d'espèces sonnantes et dorées en coffre mais peut-être que vous pouvez nous aider à mettre des œufs (de ma poule d'or) dans un autre panier.

Mon frère et moi ne pouvons plus nous passer de vos commentaires quotidiens.

Cordialement. »

Notre camarade Daniel pose d'excellentes questions et nous allons y répondre point par point !

La Grèce ! Faut-il en parler plus ? Non !

J'étais l'invité ce matin d'Ecorama et l'on a parlé de la Grèce bien évidemment, mais c'est toujours trop court. Vous pourrez écouter ce que j'avais à dire sur ce sujet mais je vais compléter ici mon propos. Pour le moment, mon point de vue est que nous sommes dans une phase de négociation intense entre le gouvernement grec et la Troïka. Que la stratégie du gouvernement grec est de mettre le moins d'huile sur le feu publiquement parlant afin d'avoir en coulisse les marges de manœuvre les plus grandes. La Grèce négocierait moins bien si le gouvernement de Tsipras faisait « peur » et créait une panique financière en Europe. Pour bien négocier, la Grèce a besoin impérativement d'un climat aussi apaisé que possible.

Résultat, on peut avoir l'impression que le gouvernement Tsipras vire sa cuti. Pourtant je pense que l'on n'est pas au bout de nos surprises et que la détermination grecque reste intact pour obtenir le plus possible de mesures sociales d'urgence à l'égard de son peuple.

Je pense également que l'Europe a tout intérêt à faire preuve de cœur et de grandeur d'âme à l'égard des Grecs qui souffrent ! Si l'Europe peut afficher une forme d'humanité, elle gagnera le cœur des peuples ; si elle ne le fait pas et qu'elle reste l'Europe de l'austérité et de la punition, alors cette Europe-là est condamnée d'avance et ce ne sera qu'une question de temps.

En attendant, je pense qu'il faut avant tout attendre que la poussière retombe autour du dossier grec car objectivement, pour le moment, tout le monde glose au sujet de ce thème mais fondamentalement pour ne rien dire, et pour une simple et bonne raison : l'essentiel des négociations actuelles sont tout simplement secrètes !

Faut-il acheter du franc suisse ou des actions d'entreprises suisses ?

Rassurez-vous mon cher camarade Daniel, je mets un point d'honneur à tenter d'être intellectuellement le plus honnête possible et si un placement est bon, je n'hésiterai jamais à en parler ou à le conseiller, le fait que je sois un fervent militant de l'or, de la monnaie or, de l'étalon-or et du bimétallisme n'y change rien. Un patrimoine ne se compose jamais uniquement que de « monnaie », qu'elle soit papier ou métallique ! Je m'explique : à l'époque du franc or, c'était bien d'avoir des pièces dans son coffre, mais cela ne rapporte rien, cela n'a aucune utilité en soi. La monnaie est censée par nature être

neutre. C'est ce que l'on en fait qui va créer ou pas de la valeur.

Une action est un titre de propriété. C'est donc officiellement, juridiquement un actif tangible, au même titre qu'un acte notarié indiquant votre propriété sur une maison. Je suis donc très positif pour les actions détenues au nominatif pur hors système bancaire pour de belles et grandes entreprises qui ont su prouver leur résilience et leur solidité à travers les plus grandes crises de l'histoire. Je pense par exemple à une valeur que j'affectionne particulièrement est qui est Air-Liquide. Acheter tous les mois une action Air-Liquide et la conserver pendant les 40 prochaines années, quoi qu'il arrive, cela devrait être un bon placement et si Air-Liquide fait faillite alors il y a de fortes chances que vous mourriez de faim au même moment, donc tout est relatif ! N'oubliez pas que je conseille toute forme d'actifs tangibles. Des bouteilles de vin aux voiture de collection en passant par les actions sans oublier les lopins de terre, les forêts ou les terres agricoles, tout ce qui n'est pas monnaie papier et titres de dette n'est pas forcément une mauvaise idée, au contraire ! Après, à vous de voir où placer le curseur et comment vous répartissez votre patrimoine.

Je vais même aller encore plus loin : quelqu'un de très « riche » peut voir ses actifs taxés à hauteur de 60 % lors de sa succession. Pourtant, en utilisant un contrat d'assurance vie fonds euros (que je déconseille puisqu'il s'agit d'obligations d'États à mon sens en faillite), il va se voir exonéré (dans une certaine limite) de ces 60 % de frais de succession... Alors que faire dans ce cas ? Prendre le risque de voir ses actifs imposés à 60 % voire plus vu que les impôts augmentent plus souvent qu'ils ne baissent, ou prendre le risque de mettre des sous sur un contrat d'assurance vie en espérant que les obligations vaudront toujours plus que 40 % de leur valeur initiale ? Vous voyez, même dans ce cas avoir un contrat d'assurance vie (que je déconseille généralement) uniquement pour des raisons fiscales peut avoir une pertinence... surtout si l'on assure cette enveloppe par un peu d'or !! Et rien de tout cela n'est incompatible. Au contraire, plus que jamais vous devez bâtir une stratégie patrimoniale en n'ayant pas peur de sortir des sentiers battus et de votre zone de confort !

Après se pose la question de la pertinence des actions suisses

Si le franc suisse est haut, alors les grandes entreprises suisses qui sont avant

tout de grandes entreprises exportatrices (car la Suisse c'est moins de 10 millions d'habitants donc c'est tout petit) voient leurs produits se renchérir aussi fortement que leur monnaie s'apprécie. Si le franc suisse prend 30 % face à l'euro, cela veut dire qu'un produit « made in Suisse » vaut 30 % de plus aujourd'hui qu'hier. Résultat ? Généralement, les ventes baissent fortement quand le prix monte de 30 % du jour au lendemain et que d'autres produits concurrents existent ! Prenons l'exemple du chocolat... du chocolat suisse, même si la vache est violette, qui coûte 30 % de plus qu'un chocolat de marque mais fabriqué en zone euro qui va valoir 30 % de moins n'aura aucune chance de se vendre.

Conclusion ? Les bénéficiaires des grandes entreprises suisses cotées devraient baisser et donc le cours des actions aussi, d'ailleurs le cours des actions a déjà baissé. Plus grave, vous avez un double risque ! En achetant une action suisse, vous avez un risque de change car le franc suisse peut aussi baisser et donc votre action aussi... et un risque de marché, puisque par nature une action peut monter... et descendre !! Donc pour moi, l'action suisse c'est une fausse bonne idée...

En revanche, vous pourriez vous pencher du côté de ces devises dont la banque centrale défend la parité avec l'euro... comme la Suisse le faisait avant de craquer face au coût exorbitant. En partant du principe que la Suisse a échoué, les autres ne réussiront pas plus... Alors peut-être qu'il y a un coup à jouer sur les devises à ce niveau-là mais attention, c'est risqué !!

Y a-t-il un moyen de mettre de l'argent à l'abri ?

Oui et non ! Oui car il suffit d'acheter de l'or et de le mettre en Suisse hors zone euro, hors Union européenne, hors France et hors système bancaire comme AuCOFFRE.com le propose avec une grande efficacité, mais tout dépend en réalité de vos objectifs et de vos ambitions, de vos projets, de vos contraintes et de l'âge du capitaine et de la composition de votre foyer !! Vous avez des enfants ? Vous avez un boulot ? Vous êtes un indépendant ? Bref, il faut avant toute chose faire le point sur ce que l'on veut faire et pour qui !!

Par exemple, je peux parfaitement conseiller de vous désendetter plutôt que d'acheter de l'or parce que la situation professionnelle est instable et que l'épargne est suffisante pour rembourser un prêt et que l'argent ne rapporte

plus rien mais que le crédit lui... coûte encore !!

Mettre l'argent à l'abri, mais à l'abri de quoi ou de qui ? Vous voulez protéger votre grisbi de votre future ex-femme ? Du fisc ? D'une rapine généralisée de l'État ? Des cambrioleurs ? De votre voisin ? Bref, de quoi voulez-vous protéger vos sous car en fonction de votre réponse, ma réponse sera différente !

Pour protéger ses sous de sa femme, cela passe par le choix d'un régime matrimonial par exemple et par les conseils précieux d'un notaire ainsi que d'un avocat. Pour protéger vos sous d'une rapine généralisée de l'État français qui voudrait saisir l'or des citoyens, cela passe par le fait de creuser des trous très profonds dans votre jardin ou de mettre le tout en Suisse... Mais ce n'est qu'un exemple...

En réalité, mon cher Daniel, vos questions sont bonnes mais hélas, vous ne donnez pas assez d'éléments pour un véritable conseil. MAIS... cela ne m'empêche pas de vous donner des pistes de réflexion.

Mes conseils depuis plusieurs années restent les mêmes. Diversifiez en actifs tangibles. Débancaisez au maximum tout en sachant qu'une débancaisation ne peut jamais être totale, évidemment. Les actions pour le moment sont chères mais au prochain krach, faites le plein sans hésiter. Normalement l'or devrait exploser à la hausse, les actions et l'immobilier chuter fortement. Il faudra vendre son or au plus haut pour racheter de l'immobilier et des actions bradées... Enfin ça c'est l'idée générale. Pour le reste, une maison à la campagne, un lopin de terre et le moins d'actifs financiers possibles...

Enfin, n'oubliez pas. Quand les taux sont proches de 0, celui qui vous propose un rendement de plus de 5 % l'an est presque forcément un escroc car il n'y a jamais de secret : si l'argent rapporte 1 % en moyenne, alors les placements rapportant plus que le marché n'existent pas... C'est en oubliant ce grand principe de base que beaucoup se sont fait enfler par Madoff !! N'oubliez pas !!

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

[Comme prévu, Janet Yellen n'est pas pressée de relever les taux de la FED](#)

Comme je vous l'annonce depuis plusieurs mois maintenant, je ne vois pas

comment Janet Yellen pourrait relever les taux aux États-Unis sans pousser l'économie des USA dans le fossé.

Résultat, cet article du *Figaro* vient pour le moment confirmer mon analyse de la situation en titrant « Janet Yellen n'est pas pressée de relever les taux de la FED ».

Charles SANNAT

« Janet Yellen, patronne de la FED, regrette la faiblesse des hausses de salaires.

La patronne de la FED est encouragée par les progrès de l'économie américaine mais ne compte pas pour autant se dépêcher pour relever le taux directeur de la Réserve Fédérale.

Janet Yellen, la patronne de la FED envisage certes une modification des termes du communiqué rituel du comité monétaire en vue d'en éliminer le mot «patient» qui caractérise l'attitude de la banque centrale américaine avant d'abandonner sa politique de taux zéro en vigueur depuis la fin 2008. Mais elle souligne que le virage monétaire, guetté de très près par les marchés, a peu de chance d'intervenir avant «au moins quelques réunions prochaines du comité monétaire de la FED».

Enfin et surtout, s'expliquant devant la Commission bancaire du Sénat, elle insiste sur le fait que le changement de terminologie dans le communiqué de la FED ne sera pas nécessairement le signal d'une majoration imminente des taux directeurs de la FED. Voilà en effet plusieurs mois que l'anticipation par les marchés du premier relèvement de taux aux États-Unis depuis 2006, stimule la hausse du dollar. »

[Lire la suite sur le site du Figaro ici](#)

Bonne nouvelle !! Gaz de schiste en Europe : Chevron jette l'éponge



Après la Pologne et la Lituanie, l'américain Chevron abandonne sa quête de

gaz de schiste en Roumanie pas en raison de difficultés juridiques mais tout simplement parce qu'il n'y a pas assez de gaz de schiste, que les puits ne sont pas techniquement viables ou rentables, et c'est une excellente nouvelle pour l'Europe !

Oui c'est une excellente nouvelle car derrière les pays producteurs de pétrole, il y a une malédiction généralisée. Mauvaise gestion financière, économie basée uniquement sur l'exploitation des ressources, massacre environnemental, et au final un développement tout simplement inexistant ou presque. Alors certes aux USA ce n'est pas pareil pour le développement économique car les USA avaient une économie avant les gaz de schistes, mais le massacre environnemental aux États-Unis est incontestable et dramatique pour les générations actuelles et futures.

Alors je préfère vivre comme nous avons toujours vécu dans notre pays, sans pétrole mais avec des idées !!

Charles SANNAT

Le groupe pétrolier américain Chevron Corp. compte mettre fin à ses efforts de prospection de gaz de schiste en Roumanie, dernier pays européen où il était encore actif après l'arrêt de ses projets en Pologne et en Lituanie, a annoncé mardi un porte-parole de l'entreprise.

« Il restait la Roumanie où nous sommes en passe d'abandonner nos intérêts dans les concessions » accordées par le gouvernement local, a déclaré le responsable au *Wall Street Journal*.

Et d'ajouter que « les résultats du forage en Roumanie ne justifient pas les espoirs et les progrès ont été trop lents pour étendre les investissements ».

Selon le journal, le retrait de Chevron des projets de schiste en Europe serait une grande déception pour les gouvernements de plusieurs pays de l'Union européenne, qui espéraient que le gaz de schiste leur garantirait une sécurité énergétique et mettrait un terme à leur dépendance de la Russie.

Les analystes estiment que la compagnie américaine abandonne ses opérations liées au gaz de schiste en Europe en raison de leur faible rentabilité. Par ailleurs, le gaz de schiste, plus coûteux à produire que les hydrocarbures conventionnels, est frappé de plein fouet par la chute des cours du brut qui rend sa production bien trop coûteuse.

Par ailleurs, la compagnie se heurte aux protestations de riverains et

d'environnementalistes, craignant que le forage et l'injection de grandes quantités de produits chimiques dans le sol ne causent de la pollution.

[Lire la suite sur Sputnik ici](#)

[La Suisse et l'Italie signent un accord en matière fiscale \(blague du jour\)](#)

L'info est bien une bonne info ! Mais c'est une info très drôle. Ainsi vous apprendrez que pour « augmenter sensiblement la sécurité juridique pour les contribuables italiens ayant un compte en Suisse »... « cet accord facilitera la mise en œuvre du programme de dénonciation spontanée approuvé par le Parlement italien », hahahahahahahahaha.

La guerre, c'est la paix.

La liberté, c'est l'esclavage.

L'ignorance, c'est la force.

Et moi je suis le pape, hahahahahahahahaha, les Italiens qui se feront automatiquement dénoncer apprécieront leur nouvelle augmentation de leur sécurité juridique hahahahahaha, hihihihihihih, houhouhouhou, c'est très spirituel !

Charles SANNAT

[ECORAMA : Réformes grecques, pertes d'Areva, tout ce qu'il faut savoir \(VIDÉO\)](#)



<http://www.boursorama.com/actualites/reformes-grecques-pertes-d-areva-dossier-coface--bpifrance--tout-ce-qu-il-faut-savoir-video-7207a3f04d200f9e3f6552598db026c1>

J'étais hier mardi l'invité, comme tous les mardis, d'Ecorama où nous avons décrypté et analysé l'actualité économique.

Quelles réformes la Grèce a-t-elle présentée à ses créanciers pour convaincre

l'Europe ? Comment expliquer les pertes colossales d'Areva ? Quel avenir pour la Coface ? Ecorama du 24 février, présenté par David Jacquot, sur Boursorama.com.

[Pour revoir la vidéo, c'est ici sur le site de Boursorama \(je n'arrive pas à embarquer la vidéo sur le site du contrarien, si un camarade geek a une idée, je suis preneur !!\)](#)

Pour m'écrire c'est charles@lecontrarien.com

[Pourquoi les économistes perdent le nord](#)

25 février 2015 | Cécile Chevré | La Quotidienne d'Agora

Les économistes sont des gens comme tout le monde. Si, si. Et tout comme nous, ils aiment bien les indicateurs, les thermomètres ou les baromètres.

Si pour ma part, je suis accro à l'application météo de mon iPhone – et encore plus quand je suis en Normandie –, les économistes ont eux-aussi leurs indicateurs préférés : le pétrole, le cuivre et autres métaux industriels, ou encore le commerce mondial (avec par exemple l'évolution du Baltic Dry Index).

Tous ces indicateurs ont un point commun, ils sont globaux.

Le cours du pétrole, principale source d'énergie au monde, est évidemment un excellent indicateur de la demande mondiale en énergie avec comme idée sous-jacente que plus une économie produit, plus elle consomme d'énergie.

Les métaux comme le cuivre, le fer, l'acier etc. utilisés à toutes les sauces dans nos économies sont quant à eux un excellent indicateur de la demande de secteurs aussi variés que l'industrie, la construction, l'électronique, les réseaux ou encore l'automobile

Les métaux comme le cuivre, le fer, l'acier etc. utilisés à toutes les sauces dans nos économies sont quant à eux un excellent indicateur de la demande de secteurs aussi variés que l'industrie, la construction, l'électronique, les réseaux ou encore l'automobile.

Le cuivre s'est même vu attribuer le surnom de Dr Copper tant l'évolution de la demande reflétait l'activité économique globale d'un pays.

Les boussoles de l'économie perdent le nord

Cela a été vrai pendant longtemps jusqu'à ce que la donne soit complètement bouleversée. Cette évolution est récente. Elle est liée à des phénomènes

complexes et à une véritable évolution des marchés financiers.

Et tout d'abord la multiplication des contrats à terme et des outils pour spéculer sur les matières premières. En 2006, les fonds spéculatifs représentaient ainsi plus de 70% des volumes d'échanges sur le LME.

Un tout récent rapport d'Oxfam France rappelait une nouvelle fois l'implication massive des banques d'affaires sur les marchés des matières premières – les matières premières agricoles dans ce cas précis.

La part de cette spéculation est bien évidemment difficile à quantifier, d'autant plus que, comme nous allons le voir dans quelques instants, le trading sur matières premières se fait de plus en plus en dehors des places traditionnelles que sont Londres (London Metal Exchange ou LME) et Chicago (Chicago Mercantile Exchange).

Cette spéculation a été en grande partie alimentée par les banques centrales qui, en noyant les marchés sous les liquidités, ont encouragé la spéculation dans tous les secteurs qui rapportaient. Dont les matières premières. La flambée des cours des matières premières qui a culminé en 2011 n'est évidemment pas

Cette spéculation a été en grande partie alimentée par les banques centrales qui, en noyant les marchés sous les liquidités, ont encouragé la spéculation dans tous les secteurs qui rapportaient. Dont les matières premières

uniquement imputable aux banques et aux fonds qui se sont jetés sur les rendements offerts par ce secteur, mais ils ont accentué la tendance haussière.

Depuis, plusieurs grandes banques se sont retirées des activités de trading sur les *commodities* sans pour autant que l'influence de la spéculation sur les cours des métaux ou autres matières premières soit complètement dissipée.

Dr Copper sur le point de se voir supprimer son diplôme d'économie ?

Le cours du cuivre nous en donne un récent exemple. En janvier dernier, les cours du métal rouge ont ainsi plongé de 15% en une semaine (à 5 353,25 dollars la tonne). Certains y ont immédiatement vu une conséquence du ralentissement de la Chine qui consomme à elle seule 40% du cuivre mondial.

Cependant, la véritable raison de cette chute, si elle était bien à aller chercher du côté de la Chine, n'avait en fait que peu à voir avec le recul (pourtant indéniable) de la croissance du pays... mais avec le Nouvel An chinois

Cependant, la véritable raison de cette chute, si elle était bien à aller chercher du côté de la Chine, n'avait en fait que peu à voir avec le recul (pourtant indéniable) de la

croissance du pays... mais avec le Nouvel An chinois.

Cette période, très festive de l'année, est historiquement marquée par un ralentissement de la demande chinoise en métaux. Normal, l'activité étant mise au ralenti par les festivités. En janvier, les investisseurs ont donc débouclé en toute urgence leurs positions sur les métaux, faisant chuter les cours du cuivre bien au-delà de la baisse provoquée par le ralentissement économique chinois.

Un épisode qui rappelle qu'outre le rôle des spéculateurs et des banques centrales, le marché des matières premières a été profondément modifié par l'arrivée de nouveaux acteurs, et je pense tout particulièrement à la Chine, qui jouent selon leurs propres règles et brouillent un peu plus les facultés prédictives du cuivre ou du pétrole.

Et c'est ce que nous verrons dès demain.

Grèce la gueule de bois. La coupe jusqu'à la lie. Un terrible révélateur

Géopolitique Friction du Mercredi 25 Février 2015 : Par Bruno Bertez

On connaît mieux maintenant les grandes lignes du plan grec soumis- le choix du mot soumis est significatif- à L'Eurogroupe. C'est un reniement total. Point par point et rubrique par rubrique.



La tutelle reste entière puisque les fonds ne seront débloqués que plus tard, c'est à dire une fois la mise en application des mesures consenties par Tsipras et Varoufakis.

La tutelle reste entière et sournoise puisque les grecs n'ont eu droit qu'à une déclaration d'intention placée sous le signe du « c'est un bon début », « mais

il faut voir les détails ».

En revanche l'humiliation, ils l'ont prise comptant et en pleine figure, sans un effort de la part des vainqueurs européens pour leur permettre de sauver la face. La question de l'allègement de la dette Grecque, base du programme de Tsipras et Varoufakis a été balayée avec désinvolture, on verra un jour, plus tard ...si vous êtes sages.

Au plan de la procédure et de la souveraineté, le gouvernement Grec n'a rien, absolument rien gagné, ainsi toute décision susceptible d'affecter le budget devra être soumise au préalable.

Sur le point de l'urgence humanitaire, rien, absolument rien, aucune dépense nouvelle n'est autorisée: Ah si Tsipras va convoquer une grande consultation!

La seule différence avec la situation antérieure est que le vocabulaire a changé, on ne parle plus de la Troika mais des « institutions », et on parle d'un « accord » au lieu de « mémorandum » imposé.

S'agissant des banques, le cynisme est à son comble puisque la responsable de la supervision bancaire européenne a eu le culot de déclarer. les banques grecques sont solvables (!) alors que chacun sait que les prêts pourris, non performants (les NPL) représentent plus de 40 % du total des bilans. Cela veut dire que l'on va continuer de tenir la Grèce par les c.....s, on va maintenir la pression et le rapport de forces par ce biais.

La majorité de Tsipras est divisée, dit la presse grecque, autant dire qu'il n'a déjà plus de majorité.

Cet épisode Grec est riche d'enseignements: la reconquête de la souveraineté et de la dignité ne peut se faire par le mode conventionnel, politique.

En tant que telle, la politique exclut la reconquête. Aucune négociation n'est possible entre le fort et le faible ... si le faible n'a pas le cran d'aller jusqu'à tout perdre. On ne bluffe pas, voilà l'enseignement majeur.

Avis aux Podemos et autres Front National. La reconquête n'est pas politique, elle n'est pas diplomatique. Elle ne peut être que révolutionnaire au sens de renversement total de perspective et de règles du jeu. Jouer à l'intérieur des règles imposées par les adversaires, c'est être assuré avant même le début des hostilités d'aller au tapis. Nous le répétons très souvent.

Dans les circonstances présentes ceux qui croient que le vote en faveur de

Marine servira à quelque chose se trompent et ce quelle que soit l'issue des scrutins, ils seront trompés, plumés. Nous ne parlons même pas du malheureux Mélenchon qui lui n'a plus rien, même plus de supporters. Mélenchon n'a plus rien, mais en plus il vient de prendre la claque de son poulain Tsipras en ricochet.

Le FN pas plus que Syriza ou Podemos n'ont l'assise populaire pour créer un rapport de forces favorable, ils ne sont pas implantés et surtout les opinions positives et les suffrages qu'ils récoltent maintenant sont des suffrages mous ambigus, la conviction s'émousse au fur et à mesure que le temps passe et que les chiffres grossissent. l

Les gens qui ont voté pour Syriza ne lui ont pas donné un vrai mandat clair d'aller au combat, ils lui ont donné un mandat ambiguë, un mandat manchot qui ne comportait que les gains possibles, mais sans acceptation des coûts et des risques. Et Tsipras, lâchement n'a eu le courage de dire quel allait être le coût, ce qu'il y avait à perdre. Il s'est conduit non pas en héros de son peuple, mais en politicard classique, banal.

Tous ces gens n'ont aucune autre stratégie que celle qui leur permet de s'approcher du pouvoir: Ils n'ont aucune stratégie pour exercer réellement le pouvoir et encore moins pour faire une transition vers autre chose que la sociale démocratie alternée. Sitôt confrontés au réel, ils s'effondrent et s'effondreront, tous.

Leur ascension ne peut être, compte tenu de leur absence de réflexion stratégique, compte tenu de leur absence d'expérience, compte tenu de leur absence de cadres, leur ascension ne peut être que verbale, ce sont des bulles.

L'un des éléments majeurs de la modernité politique est que la politique n'existe plus en tant que catégorie, non il n'y a plus de place pour les politiciens, même les plus intelligents. La gestion, le management ont remplacé la politique. Et les figures politiques sont des marionnettes agitées, secouées par d'autres, les vrais gestionnaires du Système.

Regardez Hollande, en tant qu'homme politique il n'a pas tenu un an, il a du très vite endosser le paletot du gestionnaire, du manager.

Le politique, c'est la volonté et l'illusion que la volonté et le volontarisme peuvent changer les choses: Absurdité, dans un monde où le Système a sa logique propre, sa logique qui s'impose à tous et surtout à ceux qui ne l'ont

pas compris.

Les erreurs théoriques conduisent fatalement aux catastrophes pratiques.

La BCE craint la déflation, vous non



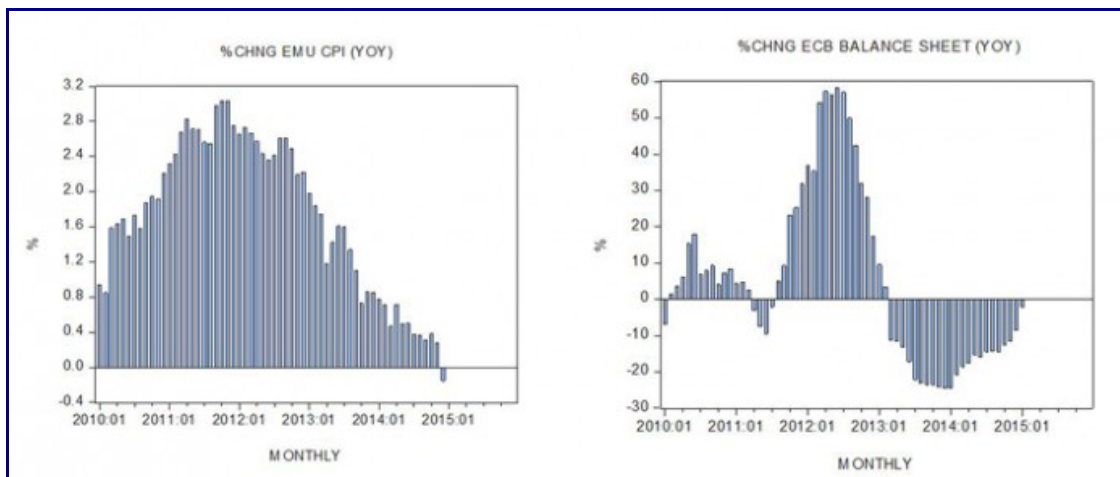
Frank Shostak

Publié le 25 février 2015 , www.24hgold.com/

La Banque centrale européenne prévoit d'injecter 1,1 trillion d'euro dans le système bancaire afin de combattre la déflation des prix et de relancer l'activité économique. Le président de la BCE et son conseil d'administration prévoient de dépenser 60 milliards d'euros par mois entre mars 2015 et septembre 2016.

Une majorité d'experts pensent que la BCE devrait commencer à agir agressivement pour faire face à la déflation. Le taux de croissance annuel de l'indice des prix à la consommation est passé à -0,2% en décembre 2014, contre 0,3% en novembre, et 0,8% en décembre 2013.

Beaucoup sont d'avis que la BCE devrait initier un programme de création monétaire sur le modèle de celui mis en place par la banque centrale américaine. Les bilans de la BCE sont en contraction. Le taux de croissance annuel des bilans de la BCE était de -2,1% en janvier, contre -8,5% en décembre. Notez qu'en janvier de l'année dernière, il était de -24,4%.



Crainte de voir les gens épargner plutôt qu'acheter

Pourquoi une réduction du taux d'inflation est-elle mauvaise pour la croissance économique ? Selon la pensée populaire, un déclin de l'inflation des prix génère un déclin des prévisions d'inflation, ce qui aurait des chances

de pousser les consommateurs à repousser leurs achats dans le temps, ce qui à son tour serait susceptible de saper la croissance économique.

En réalité, afin de maintenir leur niveau de vie, les individus sont forcés d'acheter des biens et services au quotidien. De ce point de vue, une baisse de prix n'est pas susceptible de repousser les achats des consommateurs dans le temps. Notons également qu'une diminution de la hausse des prix est toujours une bonne chose pour l'économie.

Une baisse des prix peut être synonyme d'une expansion du capital réel

Par exemple, une expansion du capital réel pour une quantité de monnaie donnée se manifeste par une baisse des prix (souvenez-vous qu'un prix est la quantité de monnaie nécessaire pour chaque unité de biens et services). Pourquoi donc serait-elle une mauvaise chose pour l'économie ?

Après tout, ce que nous avons ici est une expansion du capital réel. Une baisse des prix implique une hausse du pouvoir d'achat de la monnaie, ce qui signifie que beaucoup plus d'individus peuvent bénéficier de l'expansion du capital réel.

Que se passe-t-il si les prix baissent suite à une récession ?

Pourquoi serait-ce une mauvaise chose que d'observer une baisse de prix suite à une récession économique, qui sert à éliminer les activités de bulles improductives ?

La liquidation des activités de bulles – qui est associée à un déclin de la croissance des prix de divers produits jusqu'alors soutenue par des activités improductives – est une bonne nouvelle pour la création de capital.

La liquidation des activités de bulles signifie que du capital réel est sur le point d'être redirigé depuis les mal-investissements vers les créateurs de capital. En conséquence, les investisseurs sont en mesure d'accélérer le processus de création de capital. (Avec davantage de capital à leur disposition, ils sont capables de générer davantage de capital).

Comme vous pouvez le voir, une baisse des prix est toujours une bonne nouvelle pour l'économie, puisqu'elle reflète une expansion ou une potentielle expansion du capital réel.

Une politique qui vise à renverser une baisse des prix ne peut que saper la croissance économique, non la renforcer.

Sachez que les mesures gouvernementales de la croissance économique reflètent la création monétaire et n'ont rien à voir avec la croissance économique réelle.

Une accélération de la création monétaire est susceptible d'accélérer la croissance d'un outil de mesure économique tel que le PIB. Ce type de croissance devrait toutefois être perçu comme un renforcement du taux d'appauvrissement économique.

Il est impossible de générer du capital réel par la création monétaire et la baisse artificielle des taux d'intérêt. S'il était possible de le faire, la pauvreté dans le monde aurait depuis longtemps disparu.

LES GRECS SE BATTENT COMME DES LIONS

25 février 2015 par François Leclerc

Les semaines qui viennent ne vont pas être une partie de plaisir pour les Grecs, soumis à une pression de leurs créanciers qui ne va pas faiblir. En acceptant comme « un point de départ » le plan d'action proposé par le gouvernement, ceux-ci ont clairement annoncé leur intention de les tenir sous étroite surveillance. Un prochain rendez-vous a déjà été fixé à la fin de la semaine, le FMI et la BCE ayant fait part de réserves.

Le gouvernement grec va devoir obtenir en très peu de temps des résultats dans des domaines où ils sont généralement de longue haleine : la lutte contre l'évasion fiscale, la corruption et la contrebande. Avec les recettes qui vont en résulter, il va tenter de compenser l'augmentation de la TVA et la diminution des retraites qu'il a évités. C'est d'abord ce que l'on retiendra du compromis, car pour le reste les intentions restent énoncées de manière générale ou soumises à l'accord de ses interlocuteurs s'agissant du relèvement du Smig, qui est dans la pratique repoussé.

Les mesures humanitaires ciblées ont été symboliquement sauvées, mais il va falloir joindre les deux bouts en attendant fin avril et le versement de la dernière tranche d'aide du plan qui vient d'être provisoirement prolongé. Outre les dépenses courantes, le gouvernement va devoir faire face d'ici là à des remboursements du FMI et de bons du Trésor arrivant à maturité dont les financements restent à trouver.

L'équipe de Syriza a reculé pas à pas quand elle ne pouvait plus faire

autrement. Faute d'avoir pu recueillir les soutiens qu'elle n'a pas cessé de chercher, et qui lui ont fait défaut, elle s'est retrouvée acculée dans ses derniers retranchements et il ne lui a été concédé que ce qui peut lui permettre de se maintenir à flot. Coupables de lâchage caractérisé, les gouvernements italiens et français « de gauche » en partagent la responsabilité, ainsi que de ce qui va suivre.

La brèche qui a été ouverte est sans commune mesure avec les efforts qui ont été déployés, mais il a été démontré qu'une autre voie que la résignation existait. C'est le cas pour un petit pays, cela pourrait l'être encore plus pour un grand. Il ne peut toutefois pas être exclu que les dirigeants grecs soient finalement contraints de sortir de l'euro face à des assauts d'intransigeance renouvelées. Soit pour ne pas se déjuger complètement, soit parce que les négociations sur le nouveau plan destiné à entrer en fonction fin juin prochain tourneront court.

Que faire si des objectifs irréalistes d'excédent primaire continuent d'être exigés, renouant avec une logique qui n'a pas été abandonnée et qui impliquera de nouvelles mesures d'austérité ? Car les rentrées des privatisations n'y suffiront pas, leur montant a déjà été surestimé dans la grande tradition des chiffrages arrangeants à laquelle les dirigeants européens nous ont accoutumés.

La bataille va désormais se dérouler en Grèce. Instaurer une justice fiscale inexistante, combattre le clientélisme et rendre l'administration de l'Etat efficace, lutter contre la fraude et l'évasion fiscale sont des domaines à fort retentissement dans le pays, que seul Syriza peut mener en rompant avec les pratiques d'un système politique tenu par les grandes familles et une oligarchie caricaturale, à qui le pouvoir a échappé. La petite fraude fiscale dont il est fait grand cas pour condamner les Grecs n'est que l'équivalent de la grande que cette dernière a instituée à son profit. Syriza ne va pas seulement être jugé à l'aune du compromis qu'il a du concéder, mais aussi en fonction des mesures qu'il va prendre dans ces domaines.

A un moment donné, un dilemme pourra cependant apparaître en force si la pression exercée sur le gouvernement grec devient insupportable : est-il préférable de continuer à subir cette tutelle écrasante ou faut-il s'en affranchir, adviennent que pourra ? Quitte à devoir négocier avec le FMI des conditions qui seront toutes aussi dures que les actuelles, voire pires, mais qui

laisseront entrevoir une issue future. Car dans l'état actuel des choses, celle-ci est condamnée.

Les dirigeants européens vont devoir prendre leurs responsabilités, mais tout pronostic à cet égard doit être réservé, au vu de ce qu'ils viennent d'accomplir. Mariano Rajoy, le président du gouvernement espagnol, a l'impudence de se présenter comme le garant de *l'État providence*, toute autre politique que la sienne menant au chaos. Il ne s'y trompe pas, c'est bien en Espagne que va se dérouler la prochaine confrontation, tout au long des mois qui suivent et des consultations électorales qui vont se succéder. Mais il ne faut pas sous-estimer la portée souterraine des événements en cours dans les opinions publiques, dans un contexte de crise politique multiforme qui ne donne globalement aucun signe de s'atténuer.

LE COMPROMIS DANS SES GRANDES LIGNES

24 février 2015 par François Leclerc

L'Eurogroupe a donné son accord au plan grec, le Bundestag devant voter à son propos demain. Le FMI a de son côté fait état d'un manque d'assurances claires du plan dont le gouvernement grec a dévoilé les grandes lignes.

Au chapitre de l'aide aux plus démunis, un programme d'aide humanitaire destiné aux plus démunis a été préservé, ainsi qu'un autre visant à protéger des saisies de leur résidence principale les emprunteurs ne parvenant pas à rembourser leur emprunt. Des efforts importants vont être engagés afin de collecter les impôts, les plus nantis étant plus particulièrement ciblés, et de lutter contre l'évasion fiscale. Un dispositif de lutte contre la contrebande et la corruption va être mis en place, ainsi qu'un système de paiement des arriérés fiscaux et sociaux.

Au titre du compromis, l'ampleur de l'augmentation du salaire minimum et son calendrier feront l'objet d'une concertation avec les institutions européennes, et les privatisations déjà lancées seront maintenues tandis que les nouvelles seront étudiées « afin de maximiser les bénéfices à long terme pour l'État ». Le gouvernement s'efforcera de freiner les départs en préretraite en mettant en place un « soutien ciblé » pour les salariés entre 50 et 65 ans. Enfin, la composition du gouvernement sera restreinte, les avantages et primes aux ministres, parlementaires et hauts fonctionnaires

réduits.

L'étape suivante va être de préciser et chiffrer ces engagements d'ici la fin avril. La négociation va être permanente et les pressions peuvent s'exercer.

[La déflation s'installe](#)

Posté le 24 février 2015 par *Bruno Colmant*

Pour des raisons obscures, le mot "déflation" est sorti du vocabulaire économique.

Le taux belge (exprimé sur une base annuelle) est tombé à -0,6 %, soit un niveau inconnu de mémoire d'homme.

Mais, désormais, on parle de désinflation ou d'inflation négative, plutôt que de déflation, dont l'aveu serait l'échec de la politique monétaire et budgétaire européenne.

Pourtant, c'est évident : nous tombons dans un scénario à la japonaise que la BCE a nié pendant des mois avant de se décider à mettre en œuvre, trop tard, un programme d'assouplissement quantitatif qui se soldera par un échec, puisque l'économie regorge de liquidités mal affectées. Il en sera de même avec le plan Juncker, trop peu ambitieux.

Certains redécouvrent aussi les vertus de la déflation.

La déflation (non importée) est effectivement opportune à un niveau micro-économique. Mais, en termes collectifs, elle est désastreuse ainsi que Keynes l'avait identifié.

Et puis, il ne faut pas l'oublier : une déflation s'accompagne de moindres recettes fiscales, ce qui va aggraver, ne fut-ce que temporairement, le poids des dettes publiques.

Ma conviction reste intacte depuis 2010 : il fallait monétiser la dette publique et mettre en œuvre une politique de déficit budgétaire, ainsi que les États-Unis en ont démontré l'efficacité.

L'obscurantisme budgétaire et l'ascétisme monétaire européens ont fait des dégâts qu'il faudra des années pour réparer.

Imprimer Taille du texte

[Analyse](#)

La déflation n'est pas le problème, elle est le remède

Par Vincent Bénard , Publié le 25 février 2015 Contrepoints

Après tout quand le prix de nos consommations baisse, nous en sommes ravis. Et ce serait une mauvaise nouvelle ?

Pour 99% des analystes économiques médiatisés, la déflation est un « spectre », une « peur », une « angoisse ». La déflation serait terrifiante pour nos économies. En effet, la déflation, d'une part, renchérirait nos dettes (et nous sommes très endettés), et d'autre part, les consommateurs se diraient que « *comme tout serait moins cher demain, mieux vaudrait consommer moins aujourd'hui* », ce qui aurait un effet négatif sur le produit intérieur brut.

Il convient de remettre un peu d'ordre dans les idées parfois surprenantes de nos économistes « mainstream ». Après tout, intuitivement, quand le prix de nos consommations baisse, nous en sommes ravis. Et ce serait une mauvaise nouvelle ?

Notons que la plupart de ces analystes utilisent le terme « déflation » dans son acception « commune », à savoir « baisse des prix ». Ce n'est pas rigoureusement exact¹, mais restons pédagogiquement accessibles, et contentons nous de l'approximation « déflation = baisse des prix ».

Des prix en baisse retardent-ils la consommation ?

Si l'on exprime le prix des choses non pas en bon argent, mais en temps de travail nécessaire pour l'obtenir, la déflation est l'ordre normal des choses : nous sommes chaque année un peu plus productifs, en témoigne la hausse continue du PIB par habitant, quand bien même nous aimerions qu'elle soit plus forte.

Illustration : le regretté historien de l'économie Jacques Marseille, dans *La guerre des deux France*, comparait les durées de travail au salaire moyen nécessaire (en minutes) pour acheter certains produits entre 1973 et 2002 :

article	durée 1973	durée 2002
1kg d'oranges	40	13
1kg de faux filet	376	118
1 kg de poulet PAC	111	19
1 ampoule électrique 75W	30	6
12 oeufs	61	19

Impressionnant, non ?

Le fait que la quantité de monnaie varie plus vite que notre hausse de productivité du fait de l'action du fournisseur de monnaie (la banque centrale, avec les banques commerciales) n'y change rien : le prix de ce que nous consommons exprimé en temps de travail tend à diminuer. À une exception près, mais de taille, l'immobilier. J'y reviendrai. Cette « déflation par la productivité » (un économiste jargonnant vous dira : « schumpéterienne ») est assurément une bonne chose, même si le système monétaire fonctionne de façon à faire monter le « prix apparent » des choses.

Votre comportement d'achat serait-il modéré par la perspective de voir le prix de vos achats baisser en termes nominaux ? Imaginons que la quantité de monnaie évolue moins vite que notre production, induisant une « déflation visible » de 1 à 2% annuels. Est-ce susceptible de transformer les consommateurs en attentistes, comme le disent les économistes favorables à l'impression monétaire perpétuelle ? À l'évidence, non.

Le différentiel de prix entre une chose possédée tout de suite et une chose possédée plus tard, est appelé « prix de la préférence temporelle du consommateur », ou « prix du temps ». Nous pouvons constater que la plupart des consommateurs sont prêts à supporter un taux d'intérêt parfois élevé pour posséder quelque chose tout de suite plutôt que d'attendre plusieurs années pour en jouir. Une variation de -2% du prix des choses d'une

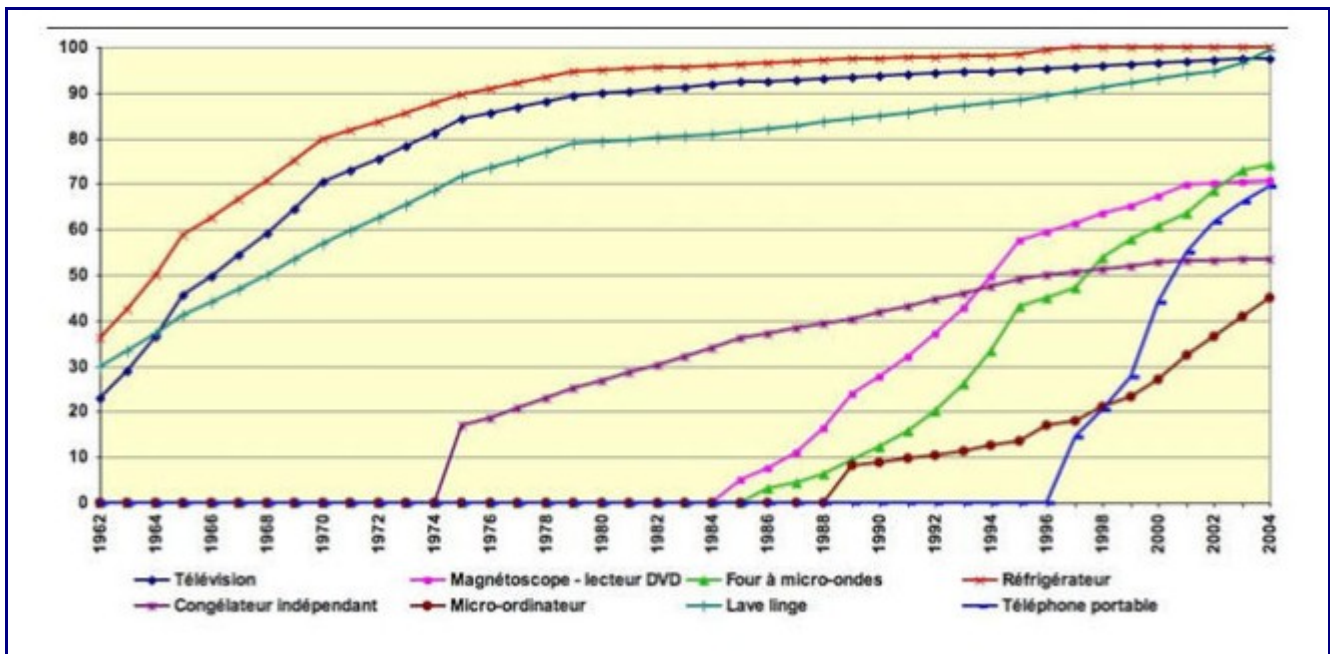
année sur l'autre ne fait donc que modifier le prix de la préférence temporelle. Si des gens sont prêts à payer 7 ou 8% de plus une chose pour en disposer tout de suite en recourant au crédit, pourquoi une personne disposant d'une somme pour un achat différerait elle plus facilement celui-ci pour un prix de différence temporelle de seulement 2% ? Et si l'achat doit être fait à crédit, cela influera seulement sur le taux maximal que l'acheteur sera prêt à supporter (disons 4%). Et cela tombe bien, car les prêteurs, eux, ne seront pas obligés d'inclure le prix de l'inflation monétaire dans le taux qu'ils proposeront à leur client.

Au reste, cet argument théorique se vérifie largement dans le monde réel : les prix des produits électroniques chutent chaque année de bien plus que 1 à 2%, alors que leurs performances continuent de croître à la vitesse grand V. Cela pousse-t-il les consommateurs à différer leurs achats ? Bien sûr que non. De même la déflation par la productivité était la réalité vécue par tous les grands pays occidentaux au XIXe siècle. En effet, les monnaies étaient gagées sur une quantité fixe de métaux précieux, et leur quantité tendait à évoluer parallèlement, voire un peu moins vite que la quantité de nouveaux biens accessibles grâce à la révolution industrielle. Cela a-t-il empêché cette période d'être bénie en termes de croissance et de hausse du niveau de vie ? À l'évidence, non.

Autrement dit, l'argument des anti-déflationnistes qui vous disent que si demain, les prix baissent, les gens s'arrêteront de consommer, et feront chuter la croissance, est du pur pipeau.

La « déflation de productivité » est le moteur de nos économies

Au contraire. Si, pour un panier de consommation donné, les prix baissent, alors un même revenu vous permettra d'envisager de nouvelles consommations. Ce phénomène est évidemment renforcé par la déflation technologique qui vous permet de goûter aujourd'hui ce qui vous était inaccessible hier. Voici quelques courbes de possession de certains équipements ménagers en France depuis les années 60 (source Insee) :



Si les nouveaux produits trouvent une place dans les foyers, ce n'est pas uniquement parce que leur prix baisse, mais aussi parce que le prix des autres consommations baisse, en part relative de votre revenu. Que le système monétaire tende à traduire fidèlement cette baisse de prix ou, au contraire, à majorer le prix des choses un peu moins vite que vos revenus, n'y change rien : l'argent n'est qu'un instrument de « cotation », mais le phénomène sous-jacent, à savoir la déflation par la productivité, reste la norme. Et ce phénomène est donc fortement créateur d'opportunités pour les entrepreneurs. On peut même supposer qu'un système monétaire qui rendrait compte encore plus fidèlement des baisses de prix enverrait des signaux d'opportunité encore plus clairs aux entrepreneurs, en minorant les estimations de coûts futurs à supporter.

Vous me direz : « *Mais si le prix de ce que je produis diminue, mon revenu ne va-t-il pas baisser aussi ?* »

Bonne question, mais ce n'est pas ce que l'on observe généralement. En fait, les secteurs en gain de productivité vont d'abord couper dans le nombre de postes de travail, et les gains ainsi engendrés seront partagés entre les clients (baisse des prix), les actionnaires (hausse des bénéfices) et les salariés restants (hausse des salaires).

« *Et ceux qui perdent leur emploi ?* » Eh bien, dans une économie non entravée par des interventions intempestives de l'État (sur-fiscalité, sur-réglementation, etc.), ils se réemploieront dans les nouveaux secteurs dont

l'éclosion est rendue possible par la « déflation de productivité » précédemment décrite, et à des niveaux de salaire généralement plus élevés que dans les anciens emplois. En France, le nombre d'actifs employés est passé de 21,5 millions à 26,3 millions de 1970 à 2011 ([source WP](#)), et si le chômage a augmenté, c'est uniquement parce que la population « prête à s'employer » a augmenté encore plus vite, et que les freins étatiques à l'économie retardent la vitesse de création de ces nouveaux emplois. Notons de surcroît que cette hausse du chômage fut la plus forte pendant les périodes de forte inflation (années 1973-1985), ce qui interroge sur l'intelligence de ceux qui prônent une « relance de l'économie par une inflation cible à 4% » et autres calembredaines.

Le processus que je viens de décrire est appelé [« destruction créatrice »](#) (terme introduit par l'autrichien [Schumpeter](#)) par les économistes, profession qui prouve ainsi qu'elle ne sait pas communiquer, car le phénomène, quoique vertueux comme nous venons de le voir, est difficile à vendre comme tel aux populations du fait de son nom barbare...

Et la dette ? Et l'immobilier ?

« Mais enfin, s'il y a déflation, les États endettés (et les entreprises) seront étranglés par leur dette et ce sera une catastrophe ! »

Vous avez entendu cet argument mille fois. A contrario, les mêmes vous disent qu'un « petit coup d'inflation diminuerait la dette ». Commençons par démonter cette deuxième affirmation. Vous avez tous entendu parler de ces propriétaires qui ont pu, grâce à l'inflation des années 70, ramener leurs mensualités à une part négligeables de leurs revenus, à condition toutefois que l'inflation ne leur ait pas fait perdre leur travail. Mais au moins ces propriétaires ne passaient pas leur temps à réemprunter ce qu'ils venaient de rembourser pour payer leurs dépenses courantes. L'État, lui, paie ses échéances mais réemprunte aussitôt une somme identique, plus la somme nécessaire au comblement de ses déficits. Il pratique le « crédit rechargeable permanent » ! Si l'inflation était de retour, les prêteurs aux États la réintégreraient dans les taux d'intérêts qu'ils lui consentent, et la charge d'intérêts liée à chaque renouvellement de tranche (« rollover ») de dette augmenterait. Désolé, mais en situation de rollover permanent, l'inflation n'est pas un remède miracle.

A contrario, dans un scénario de déflation, l'État devrait faire des économies

pour ne pas voir sa dette s'aggraver mécaniquement. En effet, la croissance du PIB en termes courants est composée de la croissance réelle, celle que l'on donne à la télévision, et d'un coefficient déflateur, correspondant à l'inflation. Si le déflateur diminue, et si la croissance réelle est atone, alors le PIB peut décroître. Et donc le ratio Dette/PIB se détériorer.

Mais en contrepartie, une baisse des prix en termes courants aurait plein d'avantages pour un État réformateur : ses achats et ses coûts de fonctionnements diminueraient, et la déflation rendrait politiquement facilement négociable une vraie pause salariale. Par ailleurs, une libération fiscale et réglementaire de l'entreprise, à l'opposé des politiques actuelles, pourrait permettre d'envisager des croissances réelles très supérieures aux valeurs actuellement constatées, ce qui compenserait le coefficient déflateur négatif. Enfin, les rollovers demeurerait relativement bon marché car les taux d'intérêt resteraient naturellement bas, maintenant le service des intérêts à un niveau correct.

En revanche, les politiques de *quantitative easing* monétaire mises en œuvre actuellement, tout comme celles qui ont contribué à la formation de la bulle immobilière US entre 2001 et 2005, et qui étaient censées lutter contre le risque de déflation, ont leurs inconvénients, à commencer par un gonflement des prix immobiliers. Voilà pourquoi un nombre croissant de Français affirment avoir du mal à faire face à leurs dépenses de logement, et se pensent à juste titre moins riches qu'il y a quelques années, alors que la statistique officielle montre, en toute bonne foi, que le revenu disponible moyen corrigé de l'inflation est en hausse. Le paradoxe s'explique aisément : le pouvoir d'achat nominal a augmenté, mais le pouvoir d'achat « après paiement des frais de logement » a souvent stagné voire diminué pour beaucoup de ménages². Les gains réalisés sur les consommations courantes ont été absorbés par le secteur où l'État intervient le plus et alimente une pénurie dans les zones économiques les plus dynamiques. Ce que la déflation « schumpéterienne », privée, vous a permis de gagner, l'État vous l'a fait perdre !

Si les États (US ou français, qu'importe), avec les banques centrales, n'avaient pas tenté de contrebalancer un mouvement naturel de déflation par le crédit après l'explosion des bulles de 2001 (Internet) ou 2008 (Immobilière et financière), le prix de l'immobilier aurait peu ou prou suivi une trajectoire

comparable à celui des autres biens de consommation, et aurait donc libéré de fortes marges de manœuvre dans les portefeuilles des ménages, permettant aux mécanismes vertueux décrits plus hauts d'être renforcés.

Alors, le problème, c'est la déflation, ou l'État ?

Par quel bout que l'on prenne le problème, une déflation régulière des prix liés à nos gains de productivité, sans que le système monétaire ne cherche à la masquer, créerait bien plus d'opportunités que de menaces pour les ménages et les entreprises, et donc l'économie en général. Mais, par peur de devoir s'attaquer sérieusement et rapidement au problème de leur surendettement, les États refusent qu'une monnaie « sincère » ne voie le jour, et préfèrent introduire des effets pervers bien plus graves, notamment sur les prix immobiliers, à votre détriment.

Au delà de l'Allemagne

Michel Santi , 25 février 2015, <http://www.michelsanti.fr/>



Les excédents allemands sont le symptôme d'un mal profond! Il est donc vital d'identifier et de conscientiser cette maladie qui ronge l'ensemble de l'organisme européen. Résultante mathématique élémentaire d'une épargne qui surpasse très largement les investissements, ces excédents allemands suffisent à poser un diagnostic clair et sans appel sur l'état de santé d'un pays qui subit d'autant plus la stagnation séculaire que sa démographie est en pleine régression. En d'autres termes, l'Allemagne se meurt.

Une analyse basique de l'électrocardiogramme de son activité économique dévoile en effet des arrêts cardiaques de récession réguliers et, ce, depuis 2002 avec une croissance moyenne d'environ 0.6% ces treize dernières années. En état de mort cérébrale, ce grand corps à la renverse ne semble en

bonne santé qu'en comparaison (apparente) avec ses voisins... Cette japanisation de l'Europe – maintes fois évoquée depuis quelques années -, tout comme cette déflation qui s'installe insidieusement au sein de l'économie de l'Union reflétée par les taux et par les rendements négatifs, nous proviennent en droite ligne de ce mal allemand qui infecte de proche en proche l'ensemble des économies européennes. C'est donc du cœur de l'Europe que nous vient cette déflation, et non de sa périphérie!

A cet égard, ne vous y trompez pas et soyez sans illusion – et sans espoir: la stagnation allemande n'est pas provisoire. Ce pays sombre effectivement depuis une petite quinzaine d'années et ne réagira hélas pas aux stimuli fraîchement prescrits par la Banque Centrale Européenne. Il ne répondra pas plus – et ne reprendra pas non plus des couleurs – suite à des réformes structurelles... pour la simple et unique raison que l'Allemagne les a déjà mises en place il y a plus de dix ans! Ce qui ne l'empêche pas aujourd'hui d'agoniser, non sans que son rôle ne fasse encore illusion et passe – aux yeux de l'observateur non averti ou partial- pour le vrombissement d'un moteur en marche...

Voilà pourquoi il convient aujourd'hui de regarder au-delà du moribond allemand, comme il est impératif de dépasser cette querelle entre partisans d'une austérité et d'une rigueur budgétaires d'une part dont on voit qu'elle tue l'Allemagne à petit feu et d'autre part défenseurs de stimuli keynésiens. En effet, pendant que le petit monde académique se déchire, et tandis que l'Allemagne parvient encore à imposer ses règles à la Grèce, à la France, à l'Italie et à bien d'autres nations européennes toujours sous l'impression fallacieuse que ses excédents sont le reflet d'une bonne santé économique... Les enjeux véritables sont ailleurs, car le conflit n'est pas entre allemands et espagnols, ni même entre allemands et grecs.

Il est entre le groupe ayant le plus bénéficié de la crise et celui qui doit aujourd'hui assumer à lui seul les coûts et le fardeau des indispensables réajustements et ré équilibrages. La vraie ligne de fracture – la seule qui compte et qui doit être clairement identifiée afin d'être mieux combattue -est celle qui sépare et qui oppose le monde des affaires et l'élite de la finance ayant largement profité avant, pendant et après la crise à la masse des salariés et des travailleurs de la classe moyenne allemande, française, grecque et autres. C'est, en d'autres termes, une guerre sans merci qui fait rage

aujourd'hui au sein même de l'Europe entre groupes et castes économiques, et non entre nationalités européennes. En prendre conscience, c'est déjà entrevoir des solutions et c'est barrer la route à l'extrême droite.

L'engrenage : la Grande-Bretagne envoie ses premiers soldats en Ukraine

par Le Yéti - Brèves de Yéti 24 février 2015



(Photo : AFP)

Officiel : la Grande-Bretagne vient d'envoyer ses premiers soldats en Ukraine (source : le Premier ministre David Cameron himself).

Oh bien sûr, ils n'y vont pas officiellement pour se battre, mais pour "conseiller et éduquer" l'armée ukrainienne. Oh bien sûr, la voie diplomatique (et les sanctions contre la Russie) doivent prévaloir (PM Cameron dixit).

Qu'importe si, en me temps, les accords de Minsk sont rejetés par l'armée ukrainienne qui refuse le retrait prévu des armes lourdes. Qu'importe si les néonazis de "Secteur droit" (en ukrainien : Правий сектор, Pravyi sektor), alliés de circonstance du gouvernement de Kiev, jugent unilatéralement ces accords inconstitutionnels.

Qu'importe si cette dangereuse escalade confirme la déroute des armées du président Porochenko devant les forces rebelles.

Aujourd'hui, n'en déplaise à quelques esprits illuminés, nous n'avons toujours aucune confirmation sérieuse de l'implication des forces russes sur le terrain des combats. Mais nous sommes officiellement informés de l'engagement désormais direct de l'Otan.

Les liquidités des banques centrales stimulent toujours les investisseurs et les indices

Jean-Jacques Netter 25 février 2015 Institut des libertés

Les incertitudes économiques sont pourtant toujours là. Les derniers développements sur la Grèce entérinent le choix de la ligne inspirée par l'Allemagne qui ne donnait pas d'autres choix à Monsieur Tsipras que d'accepter les conditions des « institutions », nouveau nom donné à la « Troika ». Face à monsieur Varoufakis, il n'a pas été inutile de rappeler que l'entrée de la Grèce dans l'Euro a été le résultat d'une comptabilité nationale de l'état grec totalement fautive et qu'aucun pays n'a autant bénéficié du soutien de l'Europe de la Grèce, pays où la fraude fiscale est une institution nationale complétée par la corruption.

La BCE de son côté, détient les clefs des liquidités d'urgence accordées aux banques grecques. Sans ce support les banques grecques seraient obligées de fermer demain matin. Ensuite devrait débiter le programme de rachat d'obligations par la BCE sur l'ensemble des pays de la zone Euro. On peut déjà constater que le pourcentage de détention d'obligations gouvernementales par les banques européennes est déjà en pourcentage de leurs actifs de 10,7% en Italie, 10,5% en Espagne, 8,1% au Portugal et seulement 3,2% en Grèce. La France n'est curieusement pas mentionnée dans le récent tableau fourni par la Royal Bank of Scotland. C'est une phase particulièrement intéressante au moment où la Federal Reserve américaine s'apprêterait à considérer que deux grandes banques européennes, la **Deutsche Bank** et **Banco Santander** ne satisferaient pas à ses « stress tests » aux normes américaines....

Tout cela n'empêche pas les marchés d'actions européens de progresser d'environ 8% depuis le début de l'année. Cette progression s'explique par un début d'amélioration de l'environnement économique, la baisse de l'Euro et surtout un flux d'investisseurs anglo saxons qui ont procédé à des achats d'actions européennes.

Encore un effort et il n'y aura plus d'état major de grandes sociétés basé en France En France, l'indice CAC 40 a cassé le seuil symbolique de 4800. Même si François Hollande croit maintenant à l'alignement des trois astres (taux zéro, baisse du pétrole, baisse de l'Euro), il devient fort probable après les péripéties de la loi Macron, que le quinquennat soit terminé sur le plan des réformes. Après avoir cru à la baisse du chômage, le Président de la République pourrait confondre la politique économique avec l'astrologie.

Au quotidien, les signaux restent extrêmement négatifs. On pouvait penser que le gouvernement d'Emmanuel Valls avait enfin compris comment fonctionnait une entreprise. Ce n'est probablement pas le cas quand on voit les déclarations de ses ministres sur « la prime de bienvenue » *d'Olivier Brandicourt, nouveau patron de Sanofi*. Pour attirer un dirigeant correspondant au profil recherché pour diriger le premier laboratoire pharmaceutique français, il fallait le séduire dans un autre groupe, en l'occurrence **Bayer**, où il a particulièrement bien réussi. En France, c'est encore plus difficile qu'ailleurs de recruter de grands patrons, compte tenu du niveau de la fiscalité. Il est dommage que tous ceux qui s'expriment sur ce sujet ne fassent aucun commentaire sur *Pierre Richard ex président de Dexia* jusqu'en 2008. L'établissement a été nationalisé le 30 septembre 2008. Les gouvernement belge,

français et luxembourgeois ont été obligés d'apporter 6,4Md€. Cela n'a pas empêché l'ex dirigeant de percevoir sa retraite chapeau.... De la même façon personne ne semble faire de commentaires sur *Anne Lauvergeon ex patronne d'Areva* jusqu'en 2011 au moment où Areva réalise des pertes record, conséquences de décisions très mauvaises... Pour tous ceux qui ne comprennent pas la situation, il suffit de constater que les plus gros acheteurs d'immobilier à Londres en 2014 sont devenus les français, dépassant ainsi tous les acheteurs du Moyen Orient. Pourtant l'immobilier dans cette ville est 2,7 fois plus cher qu'à Paris. Encore un petit effort et plus aucune société du CAC 40 n'aura son état major basé en France. C'est un sujet sur lequel Bercy ne publie curieusement aucune statistique ! Il faut noter enfin cette semaine que l'écotaxe coûtera un milliard d'Euros aux contribuables français. C'est un exemple pitoyable de la gestion des deniers publics. Par ailleurs, les « partenaires sociaux » (= syndicats et patronat) ont quatre mois pour sauver de la faillite les caisses de retraite du privé. Rappelons une fois de plus que les retraites du secteur privé (calculées sur les 25 meilleures années) doivent faire l'objet de provisions mais pas celles du secteur public (calculées sur les six derniers mois où il est d'usage d'augmenter les fonctionnaires). Logique puisque c'est l'Etat qui paye...

En Grande Bretagne, la reprise économique s'est accompagnée par une baisse des salaires réels et un déficit courant de 4,2% du PIB. Peu d'investisseurs ont anticipé l'arrivée d'un gouvernement travailliste. Dans cet environnement on devrait assister à une poursuite de la baisse de la Livre Sterling.

Aux Etats Unis l'indice S&P 500 a dépassé son record historique de 2100 points. L'indice S&P 500 à plus de 17 fois les résultats des douze prochains mois. Il faut remonter quarante ans en arrière, la période 1997-2000 pendant la bulle de la technologie pour trouver de tels multiples. Le mouvement ne peut se poursuivre que si les résultats des entreprises progressent. Les dernières prévisions IBES montrent que la croissance prévue pour 2015 n'est plus que de 2,4% contre 12,5% en septembre dernier.

Au Japon, l'indice Nikkei a franchi la barre des 18000. Il est au plus haut depuis 15 ans. Les sociétés qui en profitent le plus sont les banques, les maisons de courtage, les sociétés liées à la consommation intérieure. Le pays semble être sorti de la récession au quatrième trimestre 2014, mais reprise de la croissance est toujours faible.

Personne ne sait si en Chine nous sommes dans l'année de la chèvre ou du mouton **En Chine**, le marché est en baisse depuis le début de l'année après une hausse de 50% en 2014. Le ralentissement de l'économie et l'avalanche d'introductions en bourse en sont l'explication principale. Le Yuan est en baisse de 0,8% depuis le début de l'année après avoir baissé de 2,4% l'année dernière. La devise chinoise semble selon certains surévaluée. Le débat sur l'année du mouton ou l'année de la chèvre se poursuit car le chinois ne fait pas la différence ...

Dans les pays émergents, les investisseurs s'éloignent des obligations en monnaie en locale pour se reporter le plus souvent sur les obligations américaines. Le prix des « Credit Default Swap » qui sont des contrats permettant à un investisseur de s'assurer contre le risque de défaut d'un pays emprunteur atteint plus de 500 points de base pour la Russie, 460 bp pour le Nigéria, plus de 200bp pour le Brésil et l'Afrique du Sud. L'Ukraine coûte très cher. L'obligation Ukraine 2017 est à 54% contre 105% il y a un an.

Les banques de l'Europe du Nord sont attractives Parmi les banques européennes qui ont le meilleur ratio de fonds propres, selon la définition Bâle III, avec un dividende élevé, figurent les banques de l'Europe du Nord comme **Swedbank, Nordea, SEB Handelsbanken**. Parmi les moins performantes figurent **Commerzbank, Unicredit, Deutsche Bank, Santander et Barclays**.

Le marché est-il manipulé?

Bernard Mooney 25 février 2015 LesAffaires.com/

Depuis quelques semaines, plusieurs lecteurs me demandent mon opinion sur les différentes manipulations du marché boursier.

Par exemple, une lectrice me demande ce que je pense du phénomène «des dernières secondes», un autre aimerait bien que je me prononce sur l'impact des «robots-traders». Et depuis de nombreuses années, on me parle des manipulations du troisième vendredi de chaque mois liées entre autres à l'expiration des contrats sur les options.

«Pourquoi ne pas faire une chronique concernant les manipulations des marchés», me demande-t-on souvent?

La vérité et la réponse honnête à cette question, c'est que j'y connais pas grand-chose et que cela ne m'intéresse pas beaucoup. En plus, et c'est là le cœur de la question, je ne crois pas que ce soit important pour les investisseurs comme vous et moi.

Comprenez-moi bien. Loin de moi l'idée de prétendre que les marchés financiers sont purs et sans aucune tentative plus ou moins honnête de manipulation. Lorsqu'autant d'argent change de mains à chaque jour, il est quasi inévitable que des petits futés tenteront d'en profiter, d'une façon ou d'une autre.

On peut s'en scandaliser, le dénoncer vertement et déclarer la guerre. Mais cela n'aide pas vraiment l'investisseur ordinaire à se débrouiller en Bourse et à faire de l'argent.

L'attitude rationnelle selon moi est d'adopter une approche qui permet de prospérer, peu importe qu'il y ait ou non manipulation. En fait, c'est un avantage additionnel du placement à long terme.

En effet, lorsque j'investis dans une société, c'est que j'estime que sur cinq ou dix ans, elle peut doubler, voire tripler de taille. Ainsi, si j'ai raison dans mon analyse, j'ai des bonnes chances de faire de l'argent, peu importe que des spéculateurs plus ou moins véreux s'amuse à extorquer quelques sous, à chaque transaction.

Je me dois, selon mon approche, de consacrer 100% de mes énergies sur mon analyse et tous les facteurs que je contrôle, incluant la répartition judicieuse

de mon capital dans mes meilleures idées. C'est ce qui m'enrichira à long terme, manipulation ou pas.

Je suis souvent choqué de constater que de très bons gestionnaires, brillants à sélectionner des titres performants à long terme, prennent la moitié de leur rapport annuel à discuter de macro-économie. C'est de l'énergie gaspillée dans du placotage qui ne rapporte rien, loin de leur compétence pour laquelle ils se distinguent.

Aussi, je contrôle mes frais, en transigeant le moins possible et en gardant mes actions le plus longtemps possible. Et je tente de minimiser l'impact de mes erreurs (eh oui, j'en fais...) en vendant le plus rapidement possible mes mauvais placements.

Si je fais cela avec compétence année après année, mes chances de faire beaucoup d'argent sont bonnes, peu importe les stupidités qui se passent dans les marchés au fil du temps.

C'est ce que j'ai appris depuis 1986.

Ne perdez donc pas votre temps avec ces histoires de manipulation.

Bernard Mooney